

Turquie

Erdogan veut savoir qui a ordonné
le meurtre de Khashoggi

Page 6

Les DEBATS

Votre quotidien national

Une menace permanente dans de nombreuses localités

Près de 700 sites
à risques identifiés

L'Algérie est confrontée, ces dernières années, aux effets dévastateurs des inondations qui affectent, aussi bien le nord, que le sud du pays. Cette année, la stratégie de lutte contre les inondations a permis l'identification de près de 700 sites à risques à travers le territoire national.

Page 2



Salon international de l'alimentation de Paris

Les produits algériens font
leur chemin à l'export

Des produits alimentaires algériens sont exposés au Salon international de l'alimentation de Paris (Sial), le plus grand marché international pour les professionnels de la restauration et de l'agroalimentaire en quête d'inspiration ou de débouchés à l'export.

Même si la présence algérienne à ce salon reste timide, mais les produits exposés, aux côtés d'autres mondialement réputés, n'ont rien à envier, vu leur qualité/prix.

De la datte, les pâtes alimentaires, le vin, le chocolat, l'huile d'olive et de table, l'olive de table et la conserverie, le label Algérie est en train de faire son chemin à l'export, en tout cas ce qui ressort des discussions de l'APS avec la trentaine d'entreprises privées présentes à ce salon, en présence du représentant de la Safex. L'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdoua, s'est déplacé hier pour encourager ces opérateurs économiques à aller de l'avant dans la pénétration du marché français. Il a insisté auprès des responsables de privilégier dans leurs contacts les membres de la communauté algérienne qui sont déjà dans les circuits commerciaux et les marchés, tout en les assurant de l'accompagnement de l'Etat algérien.

Plusieurs d'entre eux ont soulevé des problèmes d'ordre organisationnel liés, notamment à la préparation de la délégation algérienne à ce genre de salon qui se tient une fois tous les deux ans. En effet, les stands des opérateurs algériens ne sont pas regroupés et se trouvent parfois dans des endroits peu fréquentés par les visiteurs qui sont généralement des professionnels.

Page 4

APN

Le nouveau
président connu
aujourd'hui

Page 3



Une menace permanente dans de nombreuses localités

Près de 700 sites à risques identifiés

L'Algérie est confrontée, ces dernières années, aux effets dévastateurs des inondations qui affectent, aussi bien le nord, que le sud du pays. Cette année, la stratégie de lutte contre les inondations a permis l'identification de près de 700 sites à risques à travers le territoire national.



Par Karima Nacer

Cette année encore, les inondations ont causé des dégâts importants. 20 cas d'inondations dus à des orages et de fortes pluies provoquant, notamment des crues d'oueds, ont été enregistrés dans 13 wilayas du pays, ces derniers mois, a tenu à rappeler le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. Selon lui, le plan de prévention des catastrophes lancé, à chaque constat d'inondation par les autorités locales, «a permis de réduire les dégâts humains et matériel et de limiter le danger induit par les crues d'oueds, par exemple», révélant, à cette occasion, que le niveau du débit des principales rivières en Algérie a atteint, en ce mois d'octobre, un record jamais atteint depuis 20 ans.

Aussi, la stratégie de lutte contre les inondations a permis «d'identifier un total de 689 sites à risque et a défini un plan d'action multisectoriel précis à différents niveaux, national, régional et local pour la lutte contre les inondations sur l'ensemble du territoire national», a précisé Mme Frioui-Ziani, directrice de l'assainissement et de la protection de l'environnement au ministère lors de la rencontre nationale sur la gestion des risques de catastrophe. Elle a fait savoir que la mise en œuvre d'«une stratégie de lutte contre les inondations portant sur la mise en sécurité des populations à risque, la réduction des dommages et maîtrise des coûts d'investissement et d'entretien et la réduction du délai de retour à la normale». Les actions prioritaires de cette stratégie visent l'installation de sys-

tèmes efficaces et souples pour la prévision et l'alerte, la délimitation de chaque zone à risque, la réalisation de barrages, l'aménagement hydraulique et le renforcement de l'assainissement pluvial.

De son côté, l'expert hydrologue, Behloul Larbi, a recommandé, dans sa communication sur «Les inondations en Algérie», la mise en place de systèmes d'alerte et de prévision au niveau de certaines agglomérations à risque telles que El Harrach (Alger), Sidi Bel Abbès et Annaba.

Cette prévention des risques d'inondation doit être entreprise en veillant à sa continuité dans le temps à travers des programmes mis en œuvre par les différents secteurs comme le curage des oueds, le curage et le traitement des avaloirs et des regards d'assainissement, et la

protection des berges, notamment, a-t-il proposé. L'expert a plaidé également en faveur de la mise en œuvre de mesures structurales plus importantes pour réduire de manière plus significative le risque d'inondation comme l'aménagement des bassins, la dérivation des eaux, la réalisation de diguettes, barrages ou seuils pour stocker et laminer les crues à l'amont des zones menacées.

Par ailleurs, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a rappelé, que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a procédé en 2017 au dégel de plusieurs projets d'une valeur de 90 milliards de DA, relatifs à la réalisation de réseaux d'assainissement et d'infrastructures de traitement des eaux ainsi que 32 stations d'épuration à travers le territoire national. **K.N.**

Pour réduire le risque Une plate-forme pour l'évaluation de l'aléa sismique recommandée

Une plate-forme destinée à l'évaluation de l'aléa sismique et la réduction du risque de catastrophes en Algérie est «plus que nécessaire», ont estimé, hier à Alger, des sismologues.

«L'évaluation de l'aléa sismique et du risque de catastrophes en Algérie est une question importante du point de vue scientifique et politique. L'aléa sismique étant relativement important en Algérie, car lié à des magnitudes fortes à modérées, la vulnérabilité peut être élevée et la gestion intégrée des risques devient de ce fait un objectif décisif», a indiqué le directeur de recherche à l'Institut de physique du Globe de Strasbourg (France), Mustapha Meghraoui, lors de la rencontre nationale sur la gestion des risques de catastrophes.

Il a affirmé que «le zonage sismique et l'évaluation de l'aléa sismique tels qu'adoptés dans la conception parasismique actuelle comporte des lacunes et le risque sismique demeure élevé».

Pour M. Meghraoui, l'évaluation de l'aléa sismique et l'atténuation du risque sismique nécessitent «une meilleure prise en charge pour cadrer avec les priorités des recommandations de la Conférence de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes tenue en 2015».

«Les études d'aléa et de risque sismiques sont nécessaires pour la compréhension du potentiel destructeur des séismes qui peuvent entraîner des pertes en vies humaines, ainsi que des perturbations sociales et économiques», selon la communication de cet expert intitulée «le défi de l'atténuation du risque sismique au Nord de l'Algérie». Il a indiqué que l'Atlas tellien en Algérie, qui fait partie de la frontière de plaques en Méditerranée occidentale, «est une des régions les plus actives sismiquement», rappelant les séismes dévastateurs tels que ceux d'Alger (1716, 20 000 morts), d'Oran (1790, 3 000 morts), ou Blida (1825, 7 000 morts). Durant les 60 dernières années, pas moins d'une quinzaine de séismes dommageables ont frappé l'Algérie : El Asnam (1954, 6,7 degrés, 1 243 morts et 1980, 7,2 degrés, 2 633 morts), Boumerdes (2003, 6,8 degrés, 2 278 morts).

De son côté, Mme Assia Harbi, responsable au Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag), a plaidé en faveur de la conception d'une base de données où sera consigné l'ensemble des zones sismiques du territoire national.

«Nous savons qu'une région qui a vécu un séisme aujourd'hui en expérimentera un autre dans un certain nombre d'années», a-t-elle estimé, considérant que «la meilleure des prédictions reste donc la connaissance des effets des séismes passés pour se préparer aux effets des séismes qui auront lieu dans le futur».

Pour elle, «consigner les résultats de cette exploration dans une base de données et la mettre à la disposition de tous les utilisateurs revêt une grande importance. Traduire la description des effets des séismes en chiffres et en cartes est très utile dans la réduction du risque sismique», a-t-elle suggéré. **G. M.**

La carte de vigilance Météo «pas suffisamment vulgarisée»

La carte de vigilance de Météo Algérie, lancée en 2017, commence à se faire connaître, mais n'est pas encore suffisamment vulgarisée pour détrôner le Bulletin météo spécial (BMS), a estimé, hier à Alger, un responsable de l'Office nationale de la météorologie (ONM).

«L'aide des médias est vitale pour faire connaître, auprès de la population et aussi des pouvoirs publics, l'utilité de cette carte», a indiqué M. Bachir Hamadache, directeur de la prévision et des télécommunications météorologiques à l'ONM lors de la Rencontre nationale de la gestion des risques de catastrophes.

La vigilance météorologique, mise en place le 23 mars 2017, est le fruit d'un programme de modernisation de l'établissement et de la volonté de Météo Algérie de mettre en place un dispositif complet et d'actualité visant à informer simultanément les pouvoirs publics, les médias et la population sur des risques météorologiques potentiels, leur gravité, leur évolution, leurs conséquences attendues et des conseils de comportement adaptés. Disponible sur le site Web de Météo

Algérie et sur Smartphone, la carte vigilance météorologique donne un signal pertinent sur le niveau de danger d'un phénomène prévu dans les 24 h.

La carte de vigilance météorologique a été conçue sur la base d'un découpage territorial par wilaya en charge de la gestion des crises et une échéance de 24 h avec une anticipation suffisante pour l'action, a-t-il expliqué.

Sept paramètres météorologiques sont couverts à savoir vents violents, orages, fortes pluies, neige-verglas, grand froid, canicule et vents de sable avec des niveaux de vigilance signalés par les couleurs verte, jaune, orange et rouge, correspondant à des niveaux de risque.

La carte de vigilance est actualisée tous les jours à 06h00 et à 17h00 et plus fréquemment si la situation l'exige, a-t-il relevé, indiquant que des bulletins de suivi, qui sont actualisés aussi souvent que nécessaire en cas de vigilance jaune, orange ou rouge, informent sur l'évolution du phénomène, sa durée, son intensité et donne aussi des conseils de comportement inhérents à la cou-

leur de la vigilance. M. Hamadache a fait savoir que la majorité des pays européens et en particulier ceux du pourtour méditerranéen sont passés à la carte de vigilance, soulignant l'existence d'une carte de vigilance pour l'Europe qui est géré par Eumetnet (European Meteorological Network), organisme auprès duquel Météo Algérie a obtenu l'autorisation pour l'utilisation des symboles (pictogrammes) des paramètres météo qui font l'objet de vigilance.

«Il y a lieu de signaler que de par la difficulté de prévoir certains phénomènes locaux tels que les orages et les rafales de vents, un pourcentage de fausses alarmes et de non détection est toléré dans les Etats où la carte de vigilance est adoptée», a-t-il dit.

«Afin de mettre en place un dispositif aussi efficace que possible, un comité de suivi analyse les différents épisodes de vigilance orange et rouge en tenant compte de toutes les observations météorologiques disponibles a posteriori ainsi que des retours de terrain des partenaires», a-t-il fait valoir. **Bilal L.**

APN

Le nouveau président connu aujourd'hui

Le feuilleton de la destitution de Bouhadja va prendre fin aujourd'hui. L'Assemblée populaire nationale (APN) va tenir une séance plénière qui sera consacrée à l'adoption du rapport de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés, relatif à la constatation de la vacance du poste de président de l'APN et l'élection d'un nouveau président en remplacement à Saïd Bouhadja qui a fait l'objet d'un retrait de confiance de la part de la majorité des députés.



Par S. A. Mohamed

Le Bureau de l'APN a, en effet, décidé, lundi, de tenir une plénière, aujourd'hui, qui sera consacrée à l'adoption du rapport de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés relatif à la constatation de la vacance du poste de président de l'Assemblée et sera procédé, par la suite, à l'élection d'un nouveau président de l'APN, dont le poste avait été déclaré, la semaine dernière, vacant après la signature par la majorité des députés (351) d'une motion de retrait de confiance au président de l'APN dans laquelle il ont exigé sa démission. Le Bureau de l'APN avait décidé également de saisir la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés afin de soumettre le rapport relatif à la constatation de la vacance du poste de président de l'Assemblée dans un délai n'excédant pas une

semaine. L'élection du président de l'APN est régie par la Constitution, la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement, et le règlement intérieur de l'Assemblée. Selon cette loi organique, le président de l'APN est élu conformément aux dispositions de l'article 131 de la Constitution. Le règlement intérieur précise les modalités de cette élection. En effet, selon l'article 10 du règlement intérieur de l'APN, en cas de vacance de la présidence de l'APN par suite de démission, d'incapacité, d'incompatibilité ou de décès, il est procédé à l'élection du président de l'Assemblée suivant les mêmes modalités prévues par le règlement intérieur dans un délai maximum de 15 jours à compter de la déclaration de la vacance. Le Bureau de l'APN se réunit obligatoire-

ment pour constater la vacance et saisir la Commission chargée des affaires juridiques. La Commission élabore un rapport constatant la vacance et le soumet en séance plénière à l'adoption de la majorité des membres de l'Assemblée. Dans ce cas, l'opération de l'élection est dirigée par le doyen des vice-présidents non candidat assisté des deux plus jeunes membres de l'APN. Selon l'article 3 du règlement intérieur de l'APN et conformément à l'article 114 de la Constitution et l'article 11 de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement, le président de l'APN est élu au scrutin secret en cas de pluralité de candidats. Le candidat ayant obtenu la majorité absolue des députés est déclaré élu. En cas d'absence de majorité absolue, un

deuxième tour est organisé entre les deux premiers candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Le candidat ayant obtenu la majorité est déclaré élu. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu. En cas de candidat unique, l'élection est effectuée à main levée et il est déclaré élu s'il obtient la majorité des voix. Enfin, signalons que de sources proches du Parlement, l'on apprend qu'il y aura un candidat unique qui n'est autre que l'actuel chef du groupe parlementaire du FLN, Mouaâd Bouchareb. Un consensus s'est dégagé autour de ce candidat, lors de la rencontre avant-hier entre Ouyahia et les chefs des partis de l'Alliance (FLN, MPA, TAJ) ainsi que les indépendants. La décision aurait été entérinée hier par les députés de l'Alliance et des indépendants. Ce sera donc une simple formalité. Un plébiscite.

S. A. M.

Selon Ahmed Ouyahia

Le PLF 2019 soumis à l'APN dans les semaines à venir

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia a annoncé, lundi à Alger, que le projet de Loi de finances 2019, sera soumis à l'Assemblée populaire nationale (APN) «dans les semaines à venir». S'exprimant au terme de sa rencontre, qui a duré plus de deux heures, avec les chefs des partis politiques constituant la majorité parlementaire, M. Ouyahia a précisé que la rencontre s'était tenue «aux fins de coordination et de concertation entre les partis soutenant le programme du Président de la République», autour du projet de Loi de finances 2019, qui sera soumis au débat, devant les membres de la chambre basse du Parlement «ans les semaines à venir». Tous les détails relatifs à ce texte de loi «sont contenus dans le communiqué du Conseil des ministres, réuni il y a trois

semaine, et qui a donné suffisamment d'explications concernant ce texte», a souligné, le Premier ministre.

Cette réunion a été marquée par la présence du secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès, du président du parti Tadjamoue Amal Al Djazaïr (TAJ), Ammar Ghoul, du président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyoune, du dirigeant au sein du parti Rassemblement national démocratique (RND), Seddik Chihab, du représentant du Groupe des indépendants, Kada Kadri, en sus des chefs des groupes parlementaires de ces partis à l'APN.

A ce propos, M. Ould Abbès a salué cette rencontre, devenue, a-t-il dit, une tradition pour

débattre du projet de Loi de finances entre le Premier ministre et les partis, soutenant le Président de la République, affirmant à cet égard, que son parti «soutient le PLF 2019 en toute conviction».

Il a également salué la teneur de ce projet de loi, exempt cette année de toute nouvelle taxe, en sus de son maintien des transferts sociaux au profit des catégories fragiles et des nouvelles mesures en faveur de la relance du développement au Sud, outre un programme dédié à l'emploi au profit des jeunes de la région.

L'ensemble de ces décisions, «concordent avec les principes défendus par le FLN», a-t-il ajouté. Dans ce contexte, M. Ghoul s'est félicité du projet de loi de finances, notamment

dans son volet social à travers «le renforcement de la dimension sociale de l'Etat algérien».

Soulignant que le parti TAJ a présenté certaines propositions pour enrichir ce texte notamment en ce qui concerne la dimension sociale en vue de «stimuler le développement local, créer de l'emploi, diversifier l'économie nationale et construire une économie hors hydrocarbures», M. Ghoul a relevé que certaines de ces mesures se sont distinguées par un caractère prospectif «permettant à l'Etat de maîtriser davantage à l'avenir certaines dépenses».

Le président du MPA, Amara Benyoune, a affirmé que cette rencontre intervient pour «créer une meilleure harmonie et se préparer au débat autour du pro-

jet de loi de finance qui nécessite coordination entre les groupes parlementaires de ces formations politiques».

Pour sa part, M. Seddik Chihab a estimé que le projet de loi intervient en application des instructions du Président de la République, visant à préserver le caractère social de l'Etat algérien en dépit des difficultés financières, soulignant que ce projet «reflète le degré de la maîtrise des budgets et le contrôle de certaines lacunes».

Le représentant du groupe des indépendants a salué la tenue de cette rencontre, mettant en avant le soutien des indépendants à la teneur de ce texte, notamment «dans ses dispositions ayant trait au citoyen d'une façon directe».

Reda A.

Education nationale

Un dispositif pour aider les élèves en difficultés

La direction de l'enseignement fondamental au ministère de l'Education nationale a publié une circulaire stipulant la mise en place d'un dispositif durable de remédiation pédagogique aux difficultés d'apprentissage dont souffre nombre d'élèves en vue d'améliorer leur niveau.

La circulaire 247/002 destinée aux directeurs de l'Education, aux inspecteurs de l'enseignement primaire et moyen, ainsi qu'aux directeurs des CEM, appelle à «la mise en place d'un dispositif durable de remédiation, dans le cadre du projet de l'établissement pour la prise en charge des élèves en difficulté d'apprentissage, un dispositif en mesure de répondre aux besoins identifiés lors des différents types d'évaluation».

Selon la circulaire, «la remédiation pédagogique concerne les élèves dont l'évaluation a révélé des difficultés d'acquisition des connaissances ou de méthodes, aussi bien au cours de l'année scolaire que lors du passage aux niveaux supérieurs, notamment entre les cycles (les 1^{ère} et 2^{ème} année primaire (AP) et 1^{ère} année moyenne (AM))».

Lors de ces années, dites charnières, «l'on relève une hétérogénéité des profils des élèves, impliquant pour le personnel pédagogique la remédiation aux difficultés, à travers la mise en place d'un dispositif durable, placé sous la responsabilité du directeur de l'établissement, en vue de remédier aux lacunes relevées chez les élèves, d'homogénéiser les profils d'accès aux niveaux concernés et de permettre aux élèves de poursuivre leurs apprentissages, tout en résorbant l'échec et de la déperdition scolaires».

Parmi les mesures prises dans le cadre de la remédiation aux difficultés dont souffrent les élèves, figure l'élaboration d'un calendrier fixant les horaires de remédiation pédagogique en dehors des heures de cours, à savoir les jours de semaine y compris les mardis après-midi et les samedis.

Dans ce cadre, elle appelle à l'implication de toute la famille de l'éducation et leurs partenaires (enseignants, conseillers de guidance et d'orientation scolaires, représentants d'élèves et de parents d'élèves) à l'élaboration d'un plan d'action, en recourant à tous les moyens matériels et humains dont dispose l'établissement.

La circulaire invite le personnel pédagogique à identifier les difficultés à travers l'analyse des résultats d'évaluation sommative ou par l'exploitation des tableaux des pré-acquis, notamment pour les classes dites charnières.

R. N.

Salon international de l'alimentation de Paris

Les produits algériens font leur chemin à l'export

Des produits alimentaires algériens sont exposés au Salon international de l'alimentation de Paris (Sial), le plus grand marché international pour les professionnels de la restauration et de l'agroalimentaire en quête d'inspiration ou de débouchés à l'export.



Même si la présence algérienne à ce salon reste timide, mais les produits exposés, aux côtés d'autres mondialement réputés, n'ont rien à envier vue leur qualité/prix.

De la datte, les pâtes alimentaires, le vin, le chocolat, l'huile d'olive et de table, l'olive de table et la conserverie, le label Algérie est en train de faire son chemin à l'export, en tout cas ce qui ressort des discussions de l'APS avec la trentaine d'entreprises privées présentes à ce salon, en présence du représentant de la Safex.

L'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdoua, s'est déplacé hier pour encourager ces opérateurs économiques à aller de l'avant dans la pénétration du marché français. Il a insisté auprès des responsables de privilégier dans leurs contacts les membres de la communauté algérienne qui

sont déjà dans les circuits commerciaux et les marchés, tout en les assurant de l'accompagnement de l'Etat algérien.

Plusieurs d'entre eux ont soulevé des problèmes d'ordre organisationnel liés, notamment à la préparation de la délégation algérienne à ce genre de salon qui se tient une fois tous les deux ans. En effet, les stands des opérateurs algériens ne sont pas regroupés et se trouvent parfois dans des endroits peu fréquentés par les visiteurs qui sont généralement des professionnels.

Parce qu'elles ont été prises de retard en ce qui concerne leur participation, les entreprises algériennes ne figurent pas dans le guide du salon, une situation déplorée par les présents qui souhaitent plus de visibilité pour les produits algériens.

Mais ils restent cependant optimistes, d'autant que la plu-

part d'entre eux sont déjà dans le marché international comme pour les pâtes alimentaires de Amor Benamor et les pâtes Extra du groupe Benhamadi, ou pour les boissons Ifri et Ngaous qui ont déjà conquis le marché français à forte clientèle de la communauté algérienne. Sur ce plan, l'ambassadeur leur a demandé beaucoup d'agressivité et d'efforts en matière de packaging.

Les représentants de la Société des grands crus de l'Ouest ont indiqué qu'ils ont déjà pénétré le circuit de la restauration pour les vins d'Algérie qui, jadis, venaient soigner le vin français, précisant que 250 000 bouteilles sont écoulées au niveau de la chaîne Metro et sont présentes dans 350 restaurants à Paris.

Les boissons Ifri connaissent, selon les responsables de l'entreprise, un «gros suc-

cès» en France, notamment auprès de la communauté algérienne, grâce, ont-ils dit, aux efforts et au soutien de l'Etat algérien. L'entreprise, qui revient en France après deux ans d'absence, a consenti de «grands» investissements pour présenter un produit d'innovation et de qualité, a-t-on ajouté. Pour les pâtes alimentaires Extra, Zyna et Lella des Moulins Gerbier du groupe Hamadi, le chargé d'opération export, Laïd Mokrani a indiqué à l'APS, que leurs produits marchent bien en Tunisie, en Libye, aux Emirats arabes unis et au Bahreïn, expliquant que sa participation au Sial vise le marché français et pourquoi pas d'autres pays européens.

Il est à signaler que la Safex accompagne les exposants algériens en prenant en charge le transport de leurs produits et le paiement des stands à hauteur de 80%.

Reda A.

Médéa

Les agriculteurs appelés à se tourner vers la culture des légumes secs

Les agriculteurs de la wilaya de Médéa sont appelés à se tourner davantage vers la culture des légumes secs et à multiplier les efforts afin que cette filière puisse atteindre le même niveau de développement que les autres filières agricoles, a déclaré hier le wali.

Les superficies consacrées à cette culture restent «insignifiantes» par rapport au potentiel agricole local et ne contribuent que faiblement dans l'économie des régions, a estimé le chef de l'exécutif local, Aïssa Badaoui, lors d'une rencontre consacrée au secteur de l'agriculture.

S'appuyant sur les chiffres de la direction des services agricoles (DSA) qui évalue la superficie réservée à la culture des légumes secs à environ 2165 hectares, pour une production avoisinant 28 680 quintaux, au titre la campagne agricole 2017/2018, le wali a exprimé, lors de cette rencontre, le souhait de voir les agriculteurs de la région «fournir plus d'efforts et à investir» dans ce créneau prometteur pour le secteur agricole.

Dans le but de contribuer à la relance de cette filière, la Chambre de l'agriculture a été invitée à mener dans l'immédiat une campagne d'information et de vulgarisation auprès des agriculteurs afin de les inciter à investir dans ce créneau et les mobiliser autour de ce nouvel objectif, consistant à augmenter progressivement les superficies consacrées à la culture des légumes secs.

K. T.

Selon Ould Kadour

De nombreuses compagnies étrangères veulent investir en Algérie

De nombreuses compagnies étrangères s'intéressent à l'investissement en Algérie, a affirmé, lundi à Hassi Messaoud (900 km au Sud d'Alger), le P-DG du groupe Sonatrach, Abdelmoumène Ould Kaddour.

Parmi ces compagnies étrangères, figurent ENI, BP et Shell, qui «sont extrêmement intéressées par l'investissement et la relance de leurs activités en Algérie qui est devenu un pays fréquentable grâce à sa sécurité», a-t-il précisé lors d'une point de presse organisé au terme d'une visite de travail dans la région.

«C'est un signe très positif qu'il faudra encourager et préserver et la presse à un rôle important à jouer dans ce sens», a-t-il indiqué, ajoutant que «l'Algérie est un pays debout et les gens cherchent à travailler avec nous».

M. Ould Kaddour a visité, auparavant, un site devant accueillir le projet d'un complexe médico-socioculturel, visant à répondre aux besoins croissants en matière d'amélioration de la prise en charge sociale des travailleurs de Sonatrach et de leurs ayants droits, selon les explications fournies sur place à la délégation.

Doté d'un financement global de 1,55 milliard de DA, ce futur complexe multifonctionnel, qui sera construit au niveau du quartier Ennasr périphérie Ouest de la ville de Ouargla, disposera de diverses installations, notamment un hôtel, un jardin pour enfants et un centre médico-social, a-t-on expliqué.

H. T.

Prix du pétrole

Recul du Brent à moins de 79 dollars

Les prix du pétrole reculaient mardi en cours d'échanges européens à leur plus bas niveau en un mois alors que les marchés se détournaient des actifs les plus risqués.

Ce mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 78,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,35 dollar par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, cédait 94 cents à 68,42 dollars.

Ce matin, le Brent a touché 78,32 dollars et le WTI 68,09 dollars, leurs plus bas depuis plus d'un mois.

«La séance asiatique a vu tous les actifs risqués dans le rouge, que ce soient les actions ou le pétrole», ont commenté les analystes de JBC Energy, qui jugent que «les tentatives chinoises de rassurer le marché n'effacent pas la prudence des investis-

seurs» face à une croissance mondiale prévue en berne et à un risque géopolitique accru.

Du côté du marché pétrolier, «les cours de l'or noir sont pris entre la perspective des sanctions contre l'Iran et l'offre de plus en plus abondante de l'Opep et de ses partenaires», a résumé Benjamin Lu, analyste chez Phillip Futures.

A partir de début novembre, les sanctions américaines contre Téhéran viseront directement les importateurs de pétrole iranien, une perspective qui a fait grimper les prix à leur plus haut en quatre ans début octobre.

Mais l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, produit actuellement à des niveaux élevés pour éviter un déséquilibre du marché.

L'Arabie Saoudite pourrait ainsi produire plus de 11 millions de barils de pétrole par jour, un record pour le plus grand exportateur mondial, a affirmé lundi son ministre de l'Energie à l'agence russe TASS.

Il a également écarté une utilisation politique du pétrole alors que les tensions entre Washington et Ryad restent vives après le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

Pour l'instant rassurés sur ces tensions, «les marchés vont attendre les données hebdomadaires sur les stocks du premier consommateur mondial, après quatre semaines consécutives de hausse, signe que l'offre répond amplement à la demande. Mais à plus long terme, la géopolitique pourrait revenir perturber les perspectives de la production mondiale, ont prévenu les analystes de DNB Markets.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publiera mercredi ses données hebdomadaires sur les stocks du premier consommateur mondial, après quatre semaines consécutives de hausse, signe que l'offre répond amplement à la demande. Mais à plus long terme, la géopolitique pourrait revenir perturber les perspectives de la production mondiale, ont prévenu les analystes de DNB Markets.

«Les capacités non utilisées de l'Opep sont à un niveau exceptionnellement bas, le marché va être particulièrement vulnérable à la moindre perturbation», ont-ils affirmé.

R. E.

Durant les 10 dernières années

Plus de 2 100 nouveaux projets touristiques et hôteliers inscrits

Pas moins de 2 112 nouveaux projets touristiques et hôteliers agréés à travers le territoire national ont été inscrits durant la dernière décennie (2008-2018) au niveau du ministère du Tourisme et de l'Artisanat (MTA), a affirmé, hier à Ouargla, le secrétaire général de ce département, Abdallah-Ahmed Kaci.



S exprimant lors d'une rencontre régionale Sud d'évaluation du Schéma directeur d'aménagement touristique (Sdat), tenue au siège de la wilaya, le SG au MTA a indiqué que «ces projets, totalisant une capacité de 277 699 lits et susceptibles de générer 111 000 emplois, sont le fruit d'un investissement cumulé de 1 493 milliards de DA».

L'on relève parmi ces opérations, 820 projets en cours de réalisation, offrant une capacité de 120 000 lits et devant générer 60 000 emplois.

A ces opérations, viennent s'ajouter 11 projets d'une capacité de 11 866 lits, retenus au titre du partenariat avec des parties étrangères pour un financement de 116,96 milliards de DA, selon la règle 49/51%, a-t-il ajouté.

M. Kaci a souligné, en outre, que les

efforts déployés par les pouvoirs publics, dans le cadre de la mise en oeuvre du programme du Président de la République visant la relance du secteur du tourisme en Algérie, ont commencé à porter leurs fruits, à la faveur de l'intérêt et de l'engouement manifesté par les promoteurs pour le développement des activités touristiques et hôtelières.

L'Algérie dispose à ce jour d'un parc hôtelier de 1 330 structures offrant plus de 118 000 lits, contre 765 hôtels en 1999 avec un total de 62 200 lits, soit une hausse de près de 56 000 lits et un taux d'accroissement de 50%, a ajouté le même responsable.

A ces efforts de développement du secteur, viennent se greffer les activités et programmes accompagnant cet ambitieux schéma, dont la formation, la redynamisa-

tion du programme de la qualité du tourisme, la promotion et la commercialisation de la destination Algérie, les facilités et avantages accordés aux touristes, dont la facilitation d'octroi du visa d'entrée.

Pour le SG au MTA, la feuille de route mise en oeuvre par le ministère «vise, entre autres objectifs, la modernisation du secteur par le recours à l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), la numérisation des transactions entre l'administration et le citoyen et les facilitations prévues dans le cadre du programme de décentralisation des opérations».

Le SDAT-2030, adopté en 2008 par le gouvernement, sert de cadre stratégique et référentiel pour asseoir une base à la stratégie touristique en Algérie et s'insère également au titre du Schéma national d'aména-

gement du territoire SNAT-2030, définissant les moyens et mécanismes permettant de les mettre en oeuvre et les conditions de leur réalisation, a poursuivi le même responsable.

Le SDAT consiste en deux volets d'évaluation, dont le premier 2008-2015 concerne l'établissement du socle nécessaire pour la relance du tourisme en Algérie, et le second 2015-2030 a trait à la consécration et la dynamisation des mécanismes prévus pour l'impulsion du tourisme en Algérie, en cours de réalisation.

Les assises régionales, dont d'autres sont projetées à Tlemcen (Ouest), Constantine (Est) et Alger (Centre), revêtent une importance particulière et permettent de faire le point sur les étapes réalisées par l'Algérie en matière de développement du tourisme et d'évaluer les réalisations et les démarches obtenues dans ce secteur qui constitue un des segments de l'économie de par le monde, car créateur de richesses (PIB) et d'emplois pour de nombreux pays, a fait savoir M. Kaci.

S'agissant de l'évaluation du Sdat, le directeur général du tourisme au MTA, Mohamed Sofiane Zoubir, a, pour sa part, qualifié les résultats obtenus par les acteurs du secteur du tourisme «d'encourageants et conformes aux objectifs escomptés et à la vision préétablie dans ce cadre».

Le même responsable a estimé que «ces actions viennent répondre aux orientations du Président de la République, consistant en la promotion du tourisme en tant que secteur prioritaire, à l'instar de ceux de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie et de l'économie et du savoir, ajoutant que l'adhésion volontaire de tous les acteurs concernés par la stratégie de développement du tourisme est l'enjeu pour développer le tourisme et l'artisanat en tant qu'alternative aux hydrocarbures».

Cette rencontre régionale Sud, qui a regroupé des responsables et opérateurs des wilayas de Ouargla, Ghardaïa, Béchar, El Oued, Biskra, Tindouf, Tamanrasset, Illizi et Adrar, vise à impliquer les acteurs et partenaires du secteur dans l'enrichissement du rapport préliminaire sur le bilan de diagnostic, l'examen des contraintes et déséquilibres et la suggestion d'éventuels réajustements.

Les travaux de cette rencontre se sont poursuivis en cinq ateliers où les participants se sont penchés sur des axes inhérents aux thèmes : «Vers une destination touristique nouvelle et de qualité», «Le tourisme, facteur de développement et d'une plus-value» et «Prospection, perspectives touristiques et artisanat en Algérie».

R. N.

Enseignement supérieur

Définir les priorités dans la coopération algéro-tunisienne

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a mis l'accent, lundi à Tunis, sur la nécessité de définir les priorités dans la coopération algéro-tunisienne dans le domaine de l'enseignement supérieur à l'image du développement durable, de la gestion, de l'économie de l'eau et des énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère. A ce propos, M. Hadjar qui coprésidait les travaux de la 2^{ème} session du comité de pilotage dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, avec son homologue tunisien, Salim Khalbous a insisté sur l'impératif d'«orienter cette coopération qui porte sur la recherche scientifique,

le développement technologique et l'innovation, à travers la définition des priorités nationales telles que la nutrition, le développement durable, la gestion, l'économie de l'eau et l'énergie renouvelable, outre les sciences humaines, notamment dans son volet relatif aux sciences économiques et sociales afin de relever les grands défis auxquels la société est confrontée».

Il a également ajouté que cette orientation «se fait à travers l'élaboration de projets structurés et unifiés ayant une valeur ajoutée pour les deux pays».

Cette rencontre est une opportunité pour l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues de la dernière session tenue les 22 et 23 décembre 2017 à

Alger», a-t-il estimé, affirmant par la même que «la signature du programme d'échange d'étudiants et de mobilité Ibn Rachiq permettra d'établir davantage de coopération entre les institutions universitaires et de recherche algéro-tunisiennes».

Il a ajouté, à ce titre, que ce programme constituera «une base solide pour aller de l'avant, avec la partie tunisienne, vers la concrétisation des projets de coopération d'Erasmus à l'horizon 2020 et du programme Prima pour garantir un meilleur positionnement des entreprises des deux pays et répondre aux demandes d'offres y afférentes».

Avant l'ouverture de cette réunion, M. Hadjar s'était entretenu avec son homologue tunisien, évo-

quant, de ce fait, «les voies de renforcement et l'approfondissement de la coopération entre les deux pays en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique». Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a souligné, en outre, durant cette rencontre, la nécessité «de renforcer les relations entre les universités algériennes et tunisiennes, notamment au niveau du littoral, d'encourager la mobilité d'étudiants et de chercheurs à travers l'instauration des processus pédagogiques communs pour l'institution des écoles doctorales dans les spécialités où les deux pays connaissent une insuffisance, et de garantir les meilleures conditions pour les étudiants boursiers, notamment au

cycle de Doctorat et les intégrer dans des projets de coopération qui seront pilotés à l'avenir par les universités des deux pays».

S'agissant de la recherche scientifique, les deux parties ont mis l'accent sur la nécessité de «créer des laboratoires bilatéraux mixtes et les intégrer dans le cadre des réseaux objectifs en vue d'élaborer des projets communs mutuellement bénéfiques et d'encourager la mobilité des chercheurs entre les deux pays».

A noter que le comité de pilotage dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique se veut un espace de partage et d'échange sur les problématiques stratégiques de la coopération bilatérale en la matière.

T. L.

Turquie

Erdogan veut savoir qui a ordonné le meurtre de Khashoggi

Le président Recep Tayyip Erdogan, détaillant les résultats de l'enquête turque sur la mort de Jamal Khashoggi, a déclaré hier que des preuves solides démontraient que le meurtre du journaliste et dissident saoudien, le 2 octobre dernier à l'intérieur du consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul, a été planifié.



Les tentatives de faire porter la responsabilité de ce meurtre à des agents agissant hors de tout contrôle, comme l'a suggéré Riyad, «ne peuvent nous satisfaire», a ajouté le président turc, qui a cependant dit ne pas douter de la sincérité du roi Salman d'Arabie.

Dans un discours au Parlement, Recep Tayyip Erdogan n'a pas cité une seule fois le nom du prince héritier saoudien Mohamed ben Salman, que plusieurs parlementaires américains soupçonnent d'avoir ordonné le meurtre. Il a ajouté que la Turquie ne bouclerait pas son enquête tant qu'elle n'aura pas obtenu toutes les réponses à ses questions.

«Nos services ont rassemblé des éléments démontrant que le meurtre a été planifié», a déclaré le président turc. «Imputer une telle affaire à quelques agents des services de sécurité et de renseignement (saoudiens) ne peut nous satisfaire et ne peut satisfaire la communauté interna-

tionale».

«De celui qui a donné l'ordre jusqu'à celui qui l'a exécuté, tous doivent rendre des comptes», a-t-il insisté.

RIYAD PROMET DE PUNIR LES RESPONSABLES

A l'issue d'un conseil des ministres mardi, en présence du roi Salman, le gouvernement saoudien s'est engagé à demander des comptes aux responsables du meurtre et à ceux qui ont manqué à leur devoir, «quels qu'ils soient».

Dans son discours, Erdogan a ajouté qu'il n'avait pas été possible de déterminer où se trouvent les restes de Khashoggi et il a exigé que l'Arabie Saoudite révèle l'identité de la personne qui s'est occupée du corps.

Le président a précisé que trois agents saoudiens étaient arrivés en Turquie la veille de la disparition du journaliste.

Le trio, a-t-il indiqué, s'est rendu dans une forêt proche

d'Istanbul ainsi qu'à Yalova, une ville située sur la mer de Marmara, à 90 km au sud d'Istanbul, deux sites où la police turque a procédé à des fouilles.

Erdogan a par ailleurs confirmé que 15 Saoudiens étaient arrivés à Istanbul le jour même de la disparition de Khashoggi. Il a ajouté que les caméras de sécurité installées à l'intérieur du consulat avaient été démontées. Les 18 interpellations auxquelles les autorités saoudiennes disent avoir procédé correspondent aux informations du renseignement turc, a poursuivi le président turc.

OUVERTURE DU «DAVOS DU DÉSERT»

«Pourquoi donc ces 15 personnes étaient-elles à Istanbul le jour du meurtre ? Nous cherchons des réponses à cette question. De qui donc ces personnes recevaient-elles leurs ordres ?»

Ce discours de Recep Tayyip Erdogan s'est fait au moment de l'ouverture à Riyad d'une conférence économique surnommée «le Davos du désert», largement boycottée par de nombreux chefs d'entreprises, banquiers et dirigeants politiques en raison de l'affaire Khashoggi.

Le président américain Donald Trump a déclaré lundi qu'il n'était toujours pas satisfait des explications données par l'Arabie saoudite mais qu'il ne voulait pas perdre les investissements de Riyad.

La directrice de la CIA, Gina Haspel, s'est rendue à Istanbul pour suivre les avancées de l'enquête. A Londres, le porte-parole de la Première ministre britannique Theresa May a déclaré que seule l'Arabie Saoudite pouvait apporter des réponses aux questions qui demeurent sur l'affaire.

«La déclaration du président Erdogan ce matin souligne qu'il reste des questions auxquelles seuls les Saoudiens peuvent répondre», a-t-il dit.

Reuters

Espagne

Deux personnes arrêtées pour appartenance à Daech et Al Qaïda

Des agents de la police nationale espagnole ont procédé à l'arrestation, mardi dans les localités d'Alaquas (Valence) et Cocentaina (Alicante), dans l'Est de l'Espagne, de deux personnes pour appartenance aux organisations terroristes Daech et Al Qaïda.

Selon un communiqué du ministère espagnol de l'Intérieur, les deux individus arrêtés, âgés respectivement de 55 et 58 ans, seront poursuivis pour «appartenance à une organisation terroriste, endoctrinement et apologie du terrorisme».

Les mis en cause diffusaient à travers les réseaux sociaux des messages incitant à la haine et à la violence, ainsi que des images violentes de zones de conflit en Irak et en Syrie.

Les deux personnes appréhendées «montraient un niveau élevé de radicalisation et diffusaient à travers les réseaux sociaux la doctrine des deux organisations terroristes», poursuit la même source, ajoutant que «l'un des détenus avait atteint un statut supérieur dans la structure de communication de Daech».

Ce dernier faisait partie de groupes de messagerie instantanée sur Internet dont les administrateurs étaient des membres directs de Daech qui fixaient les axes d'action et de transmission des informations actualisées sur le groupe terroriste et ses actions, a-t-on affirmé.

H. K.

Entre 2015 et 2017 en Inde

Près de 50 000 personnes mortes sur les voies ferrées

Quelque 50 000 personnes sont mortes entre 2015 et 2017 en Inde après avoir été renversées par des trains en traversant des voies ferrées, a révélé la société d'Etat Indian Railways.

Indian Railways a récemment déclaré que 61 personnes avaient été fauchées par un train alors qu'elles participaient à la fête hindoue, sur une voie ferrée de la ville d'Amristar, dans l'Etat du Pendjab (nord).

Selon les données, 49 790 personnes ont été renversées par des trains entre 2015 et 2017.

Un haut responsable a déclaré hier qu'Indian Railways avait pris à maintes reprises des mesures pour réduire le nombre de morts. «Imposer une amende aux individus qui franchissent les rails, mettre fin aux passages à niveau non gardés... toutes les mesures ont été prises», a-t-il ajouté.

Les catastrophes ferroviaires sont courantes en Inde en raison du retard d'une grande partie des infrastructures ferroviaires, héritées de l'époque coloniale. En 2015, le gouvernement indien a garanti 137 milliards de dollars sur cinq ans pour la modernisation et l'expansion des chemins de fer.

Y. L.

Bulgarie

La plus vieille épave intacte au monde découverte en mer Noire

La plus vieille épave «intacte» au monde, un bateau de commerce grec remontant à l'an 400 avant J.-C, a été découverte au fond de la mer Noire, a annoncé hier une expédition scientifique anglo-bulgare.

«Je n'aurais jamais pensé qu'il serait possible de retrouver intact, et par deux kilomètres de profondeur, un navire datant de l'Antiquité», a déclaré le professeur Jon Adams, directeur du Centre d'archéologie maritime de l'université de Southampton (sud de l'Angleterre), l'un des dirigeants de l'expédition.

«Cette découverte va changer notre compréhension de la construction navale et de la navigation à l'époque antique», a-t-il ajouté dans un communiqué.

L'expédition Black Sea MAP (pour

Maritime Archaeology Project) a sondé pendant trois ans les fonds de la mer Noire sur plus de 2 000 km² au large de la Bulgarie au moyen d'un sonar et d'un véhicule télécommandé équipé de caméras conçues pour l'exploration en eaux profondes.

L'équipe a découvert plus de 60 épaves remontant à l'Antiquité, à l'époque romaine et jusqu'au XVII^e siècle. La plus ancienne d'entre elles a été retrouvée à une profondeur où l'eau est dépourvue d'oxygène et peut «conserver les matières organiques pendant des milliers d'années», a précisé l'équipe du Black Sea Map. L'épave a été datée au carbone 14.

«Nous avons des morceaux d'épaves qui remontent à une époque plus ancienne, mais celle-ci semble vraiment intacte», a souligné sur la BBC l'archéologue Helen

Farr, associée au projet. «Elle repose sur un côté, il y a encore le mât, le gouvernail, vous ne voyez pas ça tous les jours».

L'étude portait initialement sur l'évolution du niveau de la mer et l'immersion de la région de la mer Noire. La découverte des épaves «est une heureuse conséquence» de ces recherches, a-t-elle ajouté.

Ce «type bateau de commerce grec avait jusqu'ici seulement été observé sur (les décorations) d'anciennes poteries grecques», ont souligné les scientifiques.

Cette expédition a été menée conjointement par l'Université de Southampton et le Musée archéologique national, l'Académie des sciences et le Centre d'archéologie sous-marine de Bulgarie.

Bilal L.

Médecine légale

Appel à la création d'un certificat d'études spécialisées en médecine de catastrophes

Les travaux du 2^{ème} Congrès international de la gestion médico-légale des catastrophes ont été sanctionnés, lundi à Alger, par plusieurs recommandations, notamment l'appel à la création d'une nouvelle spécialité en médecine légale spécialisée dans la gestion des catastrophes naturelles et industrielles.



Les participants à cette rencontre internationale, venus de pays maghrébains, africains et européens, ont mis en avant la nécessité de «créer cette spécialité donnant lieu à un certificat d'études spécialisées en médecine de catastrophes afin d'améliorer la prise en charge en cas de catastrophes, outre les diffé-

rentes formes de criminalités et le phénomène d'émigration illégale». La coordination et l'organisation en réseau entre les différents intervenants et institutions dans la gestion médico-légale des catastrophes, le respect du protocole d'Interpol par tous les pays dans le processus d'identification, la confection d'un manuel spécialisé d'intervention en situa-

tion de catastrophe destiné aux médecins légistes ainsi que la mise en place d'une structure médico-légale ambulante dotée de tous les moyens humains et matériels pour la gestion des catastrophes, figurent également parmi les recommandations de ce congrès organisé par l'Académie algérienne de développement des sciences médico-

légale.

Les experts ont souligné, en outre, la nécessité d'organiser des simulations régulières pour l'ensemble des intervenants avec la participation des médecins légistes dans la gestion médico-légale des catastrophes, notamment le processus d'identification des victimes, et la nécessité de mettre à la disposition du médecin légiste intervenant dans une situation de catastrophe de toutes les technologies récentes dans les étapes d'identification et l'échange d'expérience avec les pas étrangers.

Les interventions de la deuxième journée de cette rencontre scientifique ont porté sur la présentation des expériences des pays participant en matière de prise en charge des victimes du terrorisme et des catastrophes naturelles, en mettant en exergue l'importance des aspects humain et religieux dans chaque pays.

Plus de 200 médecins légistes exercent en Algérie, principalement dans les villes du Nord alors que les régions des Hauts-Plateaux et du Sud souffrent d'un déficit, qui devrait être comblé à la faveur des prochaines promotions de spécialistes en médecine légale et dont le nombre s'élève à 195 médecins.

Reda A.

Ouargla

Des habitants bénéficient de consultations médicales gratuites

Près de 500 personnes des communes d'El Hedjira et El Alia (nord de Ouargla) ont bénéficié de consultations médicales spécialisées, gratuites, dans le cadre d'une caravane médicale initiée le week-end par l'association Ayane (notables) d'El Hedjira, a-t-on appris des organisateurs.

Organisée en coordination avec la direction de la santé et de la population et l'établissement public de santé de proximité d'El

Hedjira, cette caravane, composée de 16 spécialistes (orthopédie, chirurgie, pédiatrie, ORL, ophtalmologie et gynécologie), a permis de prodiguer des consultations médicales spécialisées gratuites et des conseils en plus d'orienter les personnes présentant des maladies compliquées vers les structures médicales spécialisées, a indiqué le vice-président de l'association, Maâmar Benatallah.

Visant à rapprocher les pres-

tations de santé du citoyen, notamment dans les régions enclavées, et combler le déficit accusé en matière de couverture médicale spécialisée et d'épargner aux patients le déplacement vers d'autres régions, cette caravane sera suivie d'une autre en novembre prochain, pour permettre au plus grand nombre de patients des régions enclavées de bénéficier des prestations spécialisées, en attendant l'entrée en service prochainement de l'hôpi-

tal d'El Hedjira (60 lits).

Retenue dans le cadre du programme spécial de développement des régions du Sud, cette structure médicale devra contribuer à la promotion des prestations de santé à la satisfaction de la population de la daïra d'El Hedjira, coiffant les communes d'El Hedjira et El Alia, selon la direction de la santé et de la population de la wilaya de Ouargla.

R. N.

Batna

Onze cas de rougeole enregistrés

Onze cas confirmés de rougeole ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours jusqu'à la fin du mois de septembre, dans la wilaya de Batna, a indiqué samedi la responsable de la communication à la direction de la santé.

«Tous ces cas, dont la contamination a été confirmée par des analyses effectuées à l'Institut Pasteur d'Alger ont été pris en charge à temps», selon Yasmine Adjeroud qui a déclaré, que durant la même période, 1 182 cas suspects de rougeole ont été enregistrés par les services de la santé de la wilaya, dont 111 durant le mois de septembre écoulé.

La majorité de ces cas (555) ont été signalés chez des enfants de 0 à 4 ans, a-t-elle précisé, relevant que 1 032 des cas ont été enregistrés dans la ville de Batna qui compte deux services centraux de pédiatrie au CHU et au niveau du complexe Mère-enfant Meriem Bouatoura.

Des campagnes de sensibilisation, quant à l'importance de la vaccination ont été organisées au cours de l'année en plus d'émissions sur le même thème à la radio de Batna, a ajouté la même source.

Salem M.

Pour rendre l'espoir et le sourire aux malades

Appel au don de sang

La Fédération algérienne des donneurs de sang, en collaboration avec l'Agence nationale du sang, a lancé samedi un appel au don de sang, invitant la population à répondre en masse à cet appel.

L'appel lancé, à l'occasion de la célébration de la Journée maghrébine du don de sang et des donneurs de sang, est adressé à l'ensemble de la population âgée de 18 à 65 ans et en bonne santé, précise la Fédération algérienne des donneurs de sang, soulignant que «ce geste banal rendra l'espoir et le sourire à des gens qui en ont besoin et c'est la meilleure aumône qu'on puisse offrir à un malade».

La Fédération algérienne des donneurs de sang note au sujet des conditions dans lequel se fera le don, que le matériel de prélèvement est un matériel à usage unique et stérilisé.

Y. K.

Activation de la carte Chifa au niveau des officines Des essais en cours à Alger

Des essais relatifs à l'activation de la carte Chifa à distance, au niveau des pharmacies d'Alger conventionnées avec la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas), sont en cours afin d'éviter aux citoyens les déplacements aux services concernés, a-t-on appris dimanche au niveau des services de l'Agence Cnas d'Alger.

«Des essais relatifs à l'activation de la carte Chifa à distance sont en cours actuel-

lement au niveau de huit officines conventionnées avec la Cnas d'Alger. Ainsi, trois pharmacies ont eu des essais concluants alors que cinq autres ont échoué. Des experts attendent à trouver des solutions adéquates à ces carences afin de généraliser cette procédure dans l'ensemble du territoire nationale», a indiqué à l'APS, le directeur de l'Agence Cnas d'Alger, Mahfoud Idris.

«L'objectif principal de ces essais est

d'identifier toutes les carences et les difficultés qui peuvent surgir lors du lancement de cette opération au niveau des officines ainsi que de leur trouver des solutions adéquates pour réussir l'opération», a expliqué le responsable.

Après la mise en place de cette procédure, le citoyen ne sera plus contraint de se déplacer au niveau d'une agence Cnas (Caisse nationale de la sécurité sociale) pour réactiver sa carte Chifa. Il lui suffira de

se présenter à l'une des officines conventionnées avec la Caisse pour réactiver sa carte et acheter son médicament, a-t-il souligné.

L'agence d'Alger a délivré 879 322 cartes Chifa depuis le lancement de cette carte en 2008, a-t-il fait savoir, soulignant que plus de 47 346 cartes n'ont pas été retirées par leurs titulaires, dont 29 717 concernent des étudiants universitaires.

K. T.

Oran

Plus de 35.000 logements tous types confondus distribués depuis 2015



Quelque 35.116 logements tous types confondus ont été distribués à travers la wilaya d'Oran, depuis 2015 à ce jour, a annoncé, lundi le wali .

Intervenant à l'occasion de la cérémonie organisée au siège de la résidence «El Bahia» pour marquer la journée nationale de la presse (22 octobre de chaque année), Mouloud Chérifi a mis en exergue les efforts déployés par les pouvoirs publics pour

régler le problème de logement et endiguer les habitations précaires qui ternissent l'image de la deuxième plus importante ville du pays.

«Durant les 10 premiers mois de l'année en cours quelque 13.752 logements tous types confondus ont été distribués soit presque le double de ce qui a été distribué l'année d'avant (2017) soit 7.734 unités tous types confondus», a-t-il précisé, rappelant que 5.765 logements ont été remis à leurs bénéficiaires en 2015 et 7.865 autres en 2016.

Par ailleurs, le même responsable a annoncé qu'une grande opération de distribu-

tion de 6.000 logements tous types confondus est programmée le 1er novembre prochain, à l'occasion du 64ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale.

D'autre part, il a annoncé qu'une autre importante opération de relogement concernera, en février prochain, les habitants de Haï Sanawber (ex-les planteurs). Ce site précaire a bénéficié d'un programme spécial de 11.000 logements décidé par le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, lors d'une de ses visites à Oran. Plusieurs opérations de relogement ont été déjà organisées au profit des habitants de ce quartier populaire.

R. N.

Tébessa

Taux de remplissage de 53% du barrage Oued Mellag

Le taux de remplissage du barrage d'Oued Mellag, situé à 10 km de la commune d'Ouenza (au nord de Tébessa), a atteint 53%, ce qui représente l'équivalent de plus de 84 millions de mètres cubes d'eau, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des ressources en eau (DRE).

Le niveau d'eau de ce barrage, dont la capacité de stockage est estimée à 156 millions m³, a augmenté après les précipitations qu'a connues la wilaya, ce qui suscite, a indiqué à l'APS la même source, un «optimisme par rapport à la hausse du niveau de la nappe et des réserves d'eau» dans cette wilaya fron-

tière qui a vécu la sécheresse pendant une dizaine d'années.

La réalisation de ce barrage d'eau, situé près des frontières administratives entre Tébessa et Souk Ahras, et dont les travaux ont été lancés en 2011, a nécessité une enveloppe financière d'environ 13 milliards DA, a rappelé la même source, soulignant que cette infrastructure hydraulique a été mise en service en 2017.

Le barrage Oued Mellag permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants de plusieurs communes avoisinantes, notamment la région nord de la wilaya

de Tébessa, à savoir les communes d'El Ouenza et El-Mridj, et assurera l'irrigation à des dizaines de périmètres agricoles, a-t-on détaillé.

De plus, une partie des eaux du barrage servira à répondre aux besoins du secteur industriel, en alimentant en eau, entre autres, le gisement du phosphate de la région de «bled el-hadba», dans la commune de Bir El-Ater, ainsi que l'usine de sa transformation à Oued Kberit (wilaya de Souk Ahras), et plusieurs autres projets industriels, a-t-on souligné.

R. T.

Commune de Chigara (Mila)

Un budget pour la réalisation des projets d'AEP

Une enveloppe financière estimée à 58 millions de Dinars a été consacrée dans la wilaya de Mila pour la réalisation de trois (3) projets d'alimentation en eau potable (AEP) dans plusieurs mechtas de la commune de Chigara (Nord de Mila), a-t-on appris lundi, auprès des services de cette collectivité locale.

Ce montant financier servira à la concrétisation de trois (3) opérations inscrites dans le cadre des projets communaux de développement de l'exercice en cours, ont précisé les mêmes services.

La première action porte sur la réalisation du réseau d'eau potable pour l'approvisionnement en cette ressource vitale des habitants

de la mechta de Lemsal dont l'opération d'évaluation des offres a été achevée récemment, selon la même source, qui a détaillé que ce projet est «en cours d'inscription» auprès de la direction de la programmation et du suivi du budget (DPSB).

Toutes les procédures administratives, a souligné la même source, ont été finalisées en attendant le lancement des travaux de ce projet qui sera réalisé dans un délai de huit (8) mois.

Le second projet concerne la construction d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 m³ à la mechta de Sefisfa, ajoute la même source, faisant savoir que cet ouvrage hydraulique est destiné à l'approvisionnement en eau

potable aussi bien de la population de cette zone rurale que celle des mechtas de Mekhat, d'Ouedjet Boukhefif en plus d'une partie de la mechta d'Ouedine.

Les services communaux s'emploient actuellement à l'inscription de ce projet, a indiqué la même source.

D'un délai de concrétisation de 4 mois, le troisième projet consiste en le raccordement du réservoir par des conduites d'eau, ont signalé les services de cette collectivité locale. L'infirmité des appels d'offres s'est répercutée sur le lancement de ces projets, attendus avec impatience par les habitants de la région, a-t-on encore conclu.

K. B.

Souk Ahras

Des demandeurs d'emploi placés

■ Pas moins de 3.240 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un poste de travail entre les mois de janvier et de septembre 2018 dans le cadre des dispositifs gérés par l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM), a-t-on appris dimanche du directeur local de cet organisme, Abderrezak Mazouz.

Pas moins de 2.797 postes de travail parmi le nombre global a été créé dans le cadre du système classique, 220 postes ont été générés au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), tandis que 223 demandeurs d'emploi ont bénéficié de contrats de travail aidé (CTA), a précisé à l'APS le même responsable. Pas moins de 1.065 postes sur le nombre global ont été affectés aux établissements du secteur public, 2.101 postes au secteur privé et 77 autres ont été réservés aux entreprises étrangères, a-t-il souligné, faisant savoir que la part du lion a été allouée au secteur du bâtiment et travaux publics avec 1.108 postes, suivi du secteur des services (896 postes), l'industrie (766 postes) et enfin le secteur de l'agriculture qui a contribué à la création de 473 emplois.

«Ces placements sont le résultat de la modernisation du secteur de l'emploi dans la wilaya, notamment après la maîtrise du nouveau système d'information Wassit», a-t-il affirmé, soulignant également le travail de terrain effectué par ses services à la recherche d'opportunités d'emplois. Abderrezak Mazouz a indiqué que le lancement du projet de réalisation, dans la commune d'Oued Kebarit, du complexe de phosphate devra permettre d'assurer de nouveaux postes d'emploi aussi bien en faveur des diplômés universitaires que des promus des centres de formation professionnelle.

Farid D.

Nécessité de modifier la méthodologie de gestion en matière d'AEP

■ L'importance de modifier la méthodologie de gestion en matière d'alimentation des populations en eau potable et d'achever le projet d'urgence portant réalisation de 17 forages et une conduite d'amenée d'eau, a été souligné samedi à Souk Ahras lors d'une réunion regroupant le wali et les responsables locaux du secteur des ressources en eau.

Le chef de l'exécutif local, Farid M'hamedi, qui a appelé à «davantage de persévérance» dans le suivi des projets en rapport avec l'alimentation des citoyens de ce précieux liquide, a ajouté que «toute personne entravant l'avancement de ce projet sera pénalisée».

Le wali a appelé les responsables concernés à «accélérer l'achèvement de toutes les procédures relatives au lancement des projets de creusement des forages» devant contribuer, a-t-il ajouté, à «améliorer efficacement l'alimentation en eau potable dans cette wilaya», citant à titre d'exemple le projet de réalisation de trois forages à Taoura d'une capacité de pompage de 100 litres/seconde, permettant l'alimentation en eau de 55.000 citoyens.

S. A.

Afghanistan

Un soldat tchèque tué, deux autres blessés

Un soldat tchèque participant à la mission de l'Otan en Afghanistan a été tué et deux autres blessés lundi par un soldat de l'armée afghane, a annoncé l'armée tchèque.



Le soldat tué est le sergent-chef T.P. né en 1976, a indiqué la porte-parole de l'état-major de l'armée tchèque, Magdalena Dvorakova, sur le site de l'armée tchèque.

«Les deux soldats blessés ont été transportés vers l'hôpital militaire à Bagram et se trouvent hors de danger», ajouta Mme Dvorakova, selon qui l'attaque a eu lieu vers 09h20 GMT.

Une conférence de presse extraordinaire du ministre tchèque de la Défense Lubomir Metnar est prévue hier matin à Prague.

«Les premières constatations indiquent que l'attaque a été commise par un soldat de l'armée afghane» dans la province d'Herat (ouest), avait indiqué plus tôt la mission de l'Otan dans un communiqué, précisant qu'un soldat avait été tué et deux autres blessés.

Les talibans ont aussitôt revendiqué l'attaque dans un message posté par un de leur porte-parole sur les réseaux sociaux.

«Un moudjahidine infiltré, originaire de la province de Nangarhar (Est), a attaqué avec son fusil des soldats américains sur la base aérienne de Shindand en fin d'après-midi, tuant et blessant un grand nombre de soldats», a écrit Qari Yusuf Ahmadi.

Ces attaques «de l'intérieur», c'est-à-dire commises par un membre des forces de sécurité afghanes qui retourne son arme contre les troupes internationales avec qui il combat, ont déjà tué plusieurs soldats de l'Otan par le passé.

Cinq autres soldats tchèques avaient été blessés jeudi lors d'une autre attaque en Afghanistan, deux mois après la mort de trois de leurs collègues

dans ce pays.

Ces trois soldats tchèques membres de l'opération Resolute Support (RS) déployée par l'Otan en Afghanistan avaient été tués le 5 août dans un attentat-suicide perpétré par un kamikaze à pied contre leur patrouille non loin de Bagram, un attentat revendiqué par les talibans.

Lundi, l'Otan a également indiqué qu'un général américain avait été blessé par balle dans une attaque revendiquée par les talibans jeudi dernier à Kandahar (sud).

Le général Jeffrey Smiley fait partie des 13 blessés d'une fusillade imputée à un taliban «infiltré» qui travaillait comme garde du corps du gouverneur provincial. Il avait ouvert le feu lors d'une réunion de hauts gradés au gouvernement de Kandahar, décimant l'état-major sécuritaire provincial.

Le général a été transporté dans un hôpital en Allemagne pour y être soigné. Ses jours ne sont pas en danger, selon l'Otan.

Le général quatre étoiles Scott Miller, commandant en chef des forces américaines et de l'Otan, qui était également présent s'en est sorti indemne.

Il est très inhabituel qu'un général de l'armée américaine soit blessé.

Le général afghan Abdul Raziq, homme fort anti-taliban qui contenait l'insurrection dans le sud du pays, berceau des talibans, a été tué ainsi que le chef des renseignements de la province et un journaliste afghan.

L'opération talibane dans un complexe aussi sécurisé que le palais du gouverneur de Kandahar et la mort du très respecté général Raziq ont ébranlé le pays.

AFP

Cisjordanie

16 Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation israéliennes

Seize Palestiniens ont été arrêtés mardi par les forces d'occupation israéliennes dans différentes régions de la Cisjordanie occupée.

Selon un communiqué du Club du prisonnier palestinien, les forces de l'occupation ont arrêté ces Palestiniens lors d'une incursion dans les villes de Naplouse, Tulkarem, Qalqilya, El Khalil et Beitlahem.

Les forces d'occupation effectuent presque quotidiennement des campagnes d'arrestations arbitraires contre les Palestiniens, dans toutes les provinces, en Cisjordanie occupée.

Selon la commission des affaires des prisonniers et ex-prisonniers, le nombre de Palestiniens dans les prisons israéliennes a atteint 6 500.

R. N.

Irak

7 morts et 40 blessés dans un attentat à la voiture piégée

Au moins sept personnes, dont deux soldats, ont été tuées et une quarantaine d'autres blessées hier dans un attentat à la voiture piégée dans une localité du sud de Mossoul, capitale de la province de Ninive (nord), selon l'armée irakienne.

«L'explosion d'une voiture piégée est survenue au matin, dans le village de Qayyara, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Mossoul», a indiqué le colonel de l'armée irakienne Rayadh al-Juboury, ajoutant que des magasins et voitures à proximité avaient été détruits.

Certains éléments terroristes se sont regroupés dans des zones désertes ou montagneuses en Irak, et mènent des attaques contre les forces de sécurité et les civils.

R. T.

Inde/Pakistan

Imran Khan espère renouer le dialogue après les élections

Le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a dit hier espérer une reprise des pourparlers de paix avec l'Inde une fois passées les élections prévues l'an prochain dans ce pays.

«Lorsque j'ai remporté les élections et suis arrivé au pouvoir (à l'été 2018 ndr), la première chose que j'ai faite était de tendre une main pacifique à l'Inde», a déclaré M. Khan lors d'un forum économique en Arabie Saoudite, accusant Delhi d'avoir «repoussé» cette offre.

M. Khan s'exprimait à Riyad lors de ce forum international sur l'investissement boycotté par de nombreux dirigeants étrangers et grands chefs d'entreprise dans la foulée du meurtre d'un journaliste saoudien à Istanbul, Jamal Khashoggi.

«A présent nous espérons attendre les élections, puis reprendre nos pourparlers de paix avec l'Inde», a ajouté M. Khan en allusion au scrutin prévu dans ce pays d'ici la mi-mai 2019.

En septembre dernier, l'Inde avait annulé une rencontre de haut niveau prévue entre sa ministre des Affaires étrangères et son homologue pakistanais en marge de l'assemblée générale de l'ONU à New York. Cette décision avait été qualifiée d'«arrogante» par Imran Khan et avait été suivie d'un échange verbal entre les deux pays voisins.

R. I.

Yémen

Jusqu'à 14 millions de personnes pourraient souffrir de la famine

Si la tendance actuelle devait se poursuivre, jusqu'à 14 millions de personnes pourraient être en situation de «pré-famine» dans les mois à venir au Yémen, estime dans une récente note interne le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock.

«La situation humanitaire au Yémen est la pire au monde. 75% de la population, soit 22 millions de personnes, ont besoin d'une aide et de protection, dont 8,4 millions sont en situation d'insécurité alimentaire grave et dépendent d'un apport en nourriture urgent», souligne M. Lowcock dans ce document datant du 18 octobre et remis aux quinze membres du Conseil de sécurité.

«Dans le pire cas, ce chiffre de 8,4 millions pourrait augmenter de 5,6 millions, mettant le nombre total de personnes au

Yémen en conditions de pré-famine à 14 millions», précise le responsable qui doit faire mardi un exposé devant le Conseil de sécurité sur la situation humanitaire dans le pays.

Le 16 octobre, le Programme alimentaire mondial (PAM) avait craint que jusqu'à douze millions de personnes puissent être touchées par la famine dans les mois à venir.

«La crise alimentaire au Yémen est directement liée au conflit» qui sévit dans le pays, ajoute Mark Lowcock dans son document vu lundi par l'AFP.

A cet égard, il cite un prix de l'essence qui a augmenté de «45%» et un rial qui s'est «déprécié de 47% par rapport au dollar». «Depuis septembre, il a perdu 20% de sa valeur et l'impact de cette dépréciation affecte chaque famille au Yémen», précise-t-il.

Pour le Yémen, «la plus vaste opération humanitaire est en cours», poursuit-il, en indiquant que «plus de 200 partenaires apportent aide et protection» via un plan humanitaire international.

Pour faire face à la crise, la poursuite de dons généreux est capitale tout comme le maintien et même le développement des importations via tous les ports, souligne aussi Mark Lowcock.

Depuis 2015, le Yémen est soumis à une guerre opposant les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, qui contrôlent le port de Hodeida ainsi que la capitale yéménite Sanaa, à une coalition arabe sous commandement saoudien qui défend le gouvernement réfugié à Aden (sud). En plus de trois ans, le conflit a fait près de 10 000 morts, selon l'ONU.

AFP



Burkina Faso

Le pays dépassé par la flambée des attaques jihadistes

S'il n'y a eu aucune victime lors de l'attaque d'une gendarmerie dans le nord du Burkina Faso la semaine dernière, c'est parce que les gendarmes, surpassés en nombre, ont fui, permettant à un nombre inconnu de détenus de s'échapper.



Cette attaque à Djibo, chef-lieu du nord du pays, région en proie à une guérilla jihadiste d'intensité croissante, est survenue quelques heures après l'arrivée à Ouagadougou du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

C'était la deuxième visite de M. Le Drian cette année, alors que la sécurité se dégrade. Le gouvernement semble impuissant face aux attaques répétées depuis le premier trimestre 2015. Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.

L'attaque de Djibo est "catastrophique",

juge une source diplomatique française de haut rang. "C'est clair que le Burkina est devenu le souci principal", devant le Mali, parmi les pays du G5 Sahel, alliance qui regroupe ces deux pays ainsi que le Niger, la Mauritanie et le Tchad.

Quelque 220 écoles sont fermées dans le nord du Burkina, et 40.000 personnes ont été déplacées dans la région, vers Djibo.

Après le Nord, touché depuis 2015, c'est l'Est qui est maintenant frappé par des attaques jihadistes, menées notamment à l'aide d'engins explosifs artisanaux.

Dans cette région frontalière du Niger,

peu densément peuplée, qui abrite des parcs nationaux, les ONG recommandent à leurs employés de rester dans les villes, par peur des mines.

La série d'attaques de septembre n'a pas été revendiquée. Certains analystes y voient la main du groupe Ansarul Islam (basé dans le Nord), d'autres tiennent pour responsable le groupe Etat islamique au grand Sahara (EIGS), impliqué dans l'embuscade meurtrière contre des soldats américains au Niger en octobre 2017.

A la suite de cette flambée de violences, le Togo et le Bénin voisins ont commencé, selon une autre source diplomatique française, à envoyer des troupes vers leurs frontières nord.

Des rencontres ministérielles entre le Burkina, le Niger, le Togo et le Bénin ont eu lieu à Ouagadougou la veille de la visite de M. Le Drian, pour parler stratégie et coopération contre la menace jihadiste.

"Il ne peut rien faire"

Le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré apparaît dépassé, allant même jusqu'à accuser les "nostalgiques" de l'ancien régime de Blaise Compaoré qui voudraient déstabiliser son gouvernement. "Ce n'est pas une thèse qu'on considère crédible", juge un haut responsable français.

M. Kaboré n'a pas accompagné M. Le Drian au point presse qui a suivi leur rencontre. Certains y ont vu la crainte d'avoir à répondre à des questions sur la gestion de la crise.

"La population a peur," juge un journaliste burkinabè sous couvert de l'anonymat, pour lequel le silence de Kaboré est "un aveu de faiblesse".

Kaboré "ne peut rien faire, il n'a pas les moyens!", estime la source diplomatique française de haut rang.

"On va voir ce qu'ils vont faire, ce qu'ils

vont nous demander", confie cette source, alors que le président Kaboré doit se rendre en France en décembre.

Début octobre, le Burkina a réclamé, pour la première fois, l'appui de la force militaire française Barkhane, dédiée à la lutte antijihadiste au Sahel, pour des frappes aériennes. Un changement notable, alors que pendant des années le Burkina refusait le soutien de l'ancienne puissance coloniale.

Jean-Yves Le Drian a d'ailleurs réitéré à Ouagadougou la disponibilité de la France "à aider à la sécurisation" du pays.

Mais le régime Kaboré a fort à faire pour améliorer le niveau de l'armée burkinabè, purgée après le renversement de Blaise Compaoré en 2014, puis après la tentative de putsch de 2015.

Ce coup d'Etat raté a entraîné la dissolution du Régiment de sécurité présidentiel, garde prétorienne de l'ex-président mais aussi véritable service de renseignement et unité d'élite de l'armée.

Dans un pays qui a subi de nombreux coups militaires depuis son indépendance, on hésite à redonner trop de pouvoir à l'armée.

Pour lutter contre le terrorisme aussi sur le plan socio-économique, M. Le Drian a annoncé durant son séjour une aide de 30 millions d'euros pour le projet de développement "Trois frontières" (Burkina, Mali, Niger).

La pauvreté demeure endémique au Burkina, dont la moitié des 20 millions d'habitants a moins de 17 ans.

Les ONG "ont de plus en plus des difficultés" même pour faire des choses simples comme creuser des puits, en raison des risques sécuritaires, selon une source diplomatique, renforçant le sentiment au sein de la population des régions frontalières qu'elle est abandonnée par le pouvoir central de Ouagadougou.

AFP

Controverse autour de moustiques OGM contre le paludisme

Des moustiques génétiquement modifiés pour lutter contre le paludisme: le projet Target Malaria envisage d'effectuer dans les "prochains mois" un lâcher expérimental, mais le procédé est décrié par des organisations de la société civile qui craignent une "catastrophe".

Le principe: lâcher des moustiques mâles génétiquement modifiés dont l'accouplement avec des femelles sauvages "normales" donneraient des "1/2ufs qui n'arrivent pas à maturité et donc ne sont pas viables", explique le Dr Abdoulaye Diabaté, chercheur principal de Target Malaria (Objectif paludisme), une organisation à but non lucratif.

"Cela permettra de réduire considérablement et en un temps

rapide des populations entières de ces moustiques et contribuer à l'élimination du paludisme", assure le Dr Diabaté, soulignant que les méthodes actuelles de lutte contre le paludisme tant en amont qu'en aval (insecticides, moustiquaires et traitements pharmaceutiques en préventif ou curatif) "montrent leurs limites".

En septembre, le projet a reçu l'autorisation de l'Agence nationale de biosécurité pour procéder à des lâchers de moustiques génétiquement modifiés mâles stériles sur deux sites d'étude.

Au Burkina Faso, le paludisme constitue un problème majeur de santé publique avec plus de huit millions de cas estimés en 2016 et 21.000 décès.

Au plan mondial, selon l'Organisation mondiale de la santé, "on estime qu'il y eu, en 2016, 216 millions de cas de paludisme dans 91 pays, soit cinq millions de cas de plus qu'en 2015. Le paludisme a entraîné 445.000 décès en 2016. 90% des cas de paludisme et 91% des décès dus à cette maladie sont survenus" en Afrique.

En tout, "10.000 moustiques +autolimitatifs+ seront lâchés dans les prochains mois pour une expérience d'observation dans les localités de Bana et Souroukoudingan".

Ces "lâchers à petite échelle" permettront "d'acquérir des informations sur le taux de survie quotidien des moustiques mâles stériles, sur leurs mouvements

dans le village et sur la capacité de ces moustiques à participer aux essais".

La technologie, une fois adaptée, pourrait permettre d'éradiquer le paludisme en éliminant le moustique anophèle gambiae et elle sera mise à disposition des autorités des pays où elle aura été approuvée sans coût de licence. Le Dr Diabaté assure que le projet ne présente pas de risque pour les humains, les animaux ou l'environnement.

Le Collectif citoyen pour l'agro-écologie, regroupant une soixantaine d'organisations, est radicalement contre le projet, estimant que "le risque zéro n'existe pas, surtout avec des manipulations génétiques".

"Le lâcher des moustiques

génétiquement modifiés comporte un risque de catastrophe sanitaire effroyable. La modification du génome d'une espèce vivante peut entraîner un changement de comportement de cette espèce. La technologie à laquelle Target Malaria veut en fine arriver est un forçage génétique qui va amener les moustiques à disséminer un trait de caractère qui va descendre et contaminer toute la descendance de l'espèce".

"Cela est dangereux parce l'organisme du moustique pourrait héberger d'autres types de maladies, d'autres types de résistance par rapport au paludisme", estime le coordonnateur du Collectif, Ali Tapsoba. "Cela peut engendrer la catastrophe".

Agences

Ebola en RDC

153 morts, l'UE alloue 7,2 millions d'euros pour la lutte

L'Union européenne a annoncé avoir alloué 7,2 millions d'euros supplémentaires afin d'intensifier la lutte contre la maladie à virus Ebola qui a fait 153 morts depuis août en République démocratique du Congo, dans un communiqué publié lundi.

"La Commission alloue 7,2 millions d'euros supplémentaires pour renforcer sa réponse face au virus Ebola, qui n'est pas encore sous contrôle, en République démocratique du Congo", note l'UE.

Le montant total de la réponse de l'UE face à cette crise s'élève jusqu'à présent à 12,83 millions d'euros en 2018.

Le soutien de l'UE comprend l'expertise

technique, les services aériens humanitaires, le financement de la recherche et l'assistance humanitaire, a détaillé Christos Stylianides, commissaire en charge de l'Aide humanitaire et de la gestion de crises de l'UE. La dixième épidémie de la fièvre hémorragique Ebola en RDC a été déclarée le 1er août dans la province du Nord-Kivu (Est). A ce jour, 153 personnes sont décédées, selon un nouveau bilan du ministère congolais de la Santé.

"Au total, 237 cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont 202 confirmés et 35 probables", note le bulletin du ministère sur la situation épidémiologique daté de dimanche. La semaine dernière, les

autorités avaient affirmé faire face désormais à une deuxième vague de l'épidémie à Beni, grande ville du Nord-Kivu, où s'est déplacé l'épicentre de l'épidémie.

Cette épidémie sévit dans une région en proie à l'insécurité en raison de la présence des nombreux groupes armés qui s'attaquent aux civils ou s'affrontent aux forces régulières.

La dernière en date, une attaque des rebelles ougandais musulmans des Forces démocratiques alliées (ADF) dans la nuit de samedi à dimanche, s'est soldée par la mort d'au moins 11 civils et l'enlèvement de 15 autres, dont dix enfants, à Beni.

Suite à cela, les habitants sont descendus

dimanche dans les rues de Beni pour exprimer leur colère face à ces violences, empêchant la circulation dans les rues et ont détruit des édifices publics.

"La majorité des agents de la riposte ont dû passer leur journée dans leurs hôtels respectifs", tandis que "toutes les activités de vaccination et de sensibilisation ont été suspendues ce dimanche", a indiqué lundi le ministère de la Santé.

L'Organisation mondiale de la santé a estimé mercredi que l'épidémie d'Ebola en RDC était "très préoccupante", mais qu'elle ne constituait pas "pour l'instant" une "urgence de portée internationale".

AFP

A Riyad, un forum économique s'ouvre dans la tourmente de l'affaire Khashoggi

Un forum international sur l'investissement, marqué par des désistements en cascade de dirigeants étrangers et chefs d'entreprises, s'est ouvert hier à Riyad dans la tourmente de l'affaire du journaliste Jamal Khashoggi tué dans le consulat de son pays à

De strictes mesures de sécurité ont été mises en place à l'hôtel Ritz-Carlton, lieu du forum où doivent s'exprimer notamment Kirill Dmitriyev, qui dirige un Fonds d'investissement russe, et Patrick Pouyanné, patron du géant pétrolier français Total, selon une liste d'orateurs fournie par les organisateurs.

Future Investment Initiative (FII), qui dure jusqu'à jeudi, avait pour but de projeter comme une destination commerciale lucrative le royaume pétrolier historiquement fermé et qui cherche à diversifier son économie et s'ouvrir aux nouvelles technologies, au tourisme et au divertissement.

Mais cette conférence est aujourd'hui totalement éclipsée par le tollé international consécutif au meurtre du critique et journaliste saoudien qui collaborait avec le Washington Post.

Après avoir soutenu que Jamal Khashoggi était ressorti vivant du consulat le 2 octobre, l'Arabie saoudite a fini par reconnaître qu'il avait été tué dans sa mission diplomatique, mais nié toute implication du prince héritier Mohammed ben Salmane, considéré comme l'homme fort du royaume.

A la veille du forum, le prince héritier a reçu à Ryad le ministre américain au Trésor Steven Mnuchin, en tournée dans la région mais qui avait renoncé à participer à la conférence après l'affaire Khashoggi.

La présence à la conférence du prince héritier, qui a initié cet événement, n'a pas été confirmée. L'année dernière, il s'était fait acclamer lors du lancement de la première édition de la conférence, comme un jeune visionnaire, champion d'une Arabie Saoudite «ouverte et modérée».

Trump pas satisfait

Néanmoins cette année, l'initiative renommée le «Davos du désert» par des médias, a vu la liste de ses participants se



réduire au fur et à mesure des révélations macabres dans l'affaire Khashoggi qui a terni l'image du royaume, premier exportateur de pétrole au monde.

Outre M. Mnuchin, la patronne du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde, ainsi qu'une vingtaine de PDG de sociétés internationales comme EDF, Hsbc, Siemens ou Uber, ont renoncé à faire le déplacement.

De grands médias comme Bloomberg, CNN et le Financial Times se sont également désistés. Mais d'autres ont choisi d'y aller comme le PDG du géant pétrolier Total qui a jugé que la «politique de la chaise vide» ne ferait pas avancer les droits de l'homme.

Après avoir qualifié la version saoudienne de crédible, le président américain, Donald Trump, sous pression aux Etats-Unis pour agir contre l'allié saoudien, a changé de ton dimanche en parlant de «mensonges» saoudiens et lundi en se disant «pas satisfait» des explications de Ryad.

«Nous en saurons très bientôt» davantage, a-t-il dit. Peut-être dès ce mardi. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a en effet

promis de révéler ce jour «toute la vérité» sur l'affaire Khashoggi.

«Toute la vérité»

«Rien ne resterait secret» et les enquêteurs turcs iront «au fond de cette affaire», a affirmé la présidence turque.

Car beaucoup de questions restent sans réponse et de nombreux pays occidentaux ont jugé les explications de Riyad peu convaincantes et exigé des «éclaircissements».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir a affirmé que M. Khashoggi avait été victime d'un «meurtre», évoquant une «opération non-autorisée» par le pouvoir et dont Mohammed ben Salmane n'était «pas informé». Il a aussi dit ignorer où se trouvait son corps.

Mais selon le quotidien progouvernemental turc Yeni Safak, le chef d'un commando saoudien de 15 agents dépêchés à Istanbul pour tuer le journaliste a été directement en contact avec le bureau du prince héritier après «l'assassinat».

Mardi, M. Jubeir a affirmé que des

mesures seraient mises en place pour qu'un meurtre comme celui de Jamal Khashoggi «ne puisse plus se reproduire» et a promis une enquête «approfondie et complète».

Avant l'affaire Khashoggi, l'image du prince héritier, à qui le roi Salmane a de facto délégué les affaires courantes du royaume, avait déjà subi un coup dur avec l'arrestation d'hommes d'affaires, de militants des droits de la femme et de dignitaires religieux.

En outre, l'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition militaire depuis mars 2015 au Yémen contre les rebelles, a été accusée de multiples «bavures» ayant causé la mort de civils.

L'affaire Khashoggi a aussi relancé le débat sur un réexamen des relations avec Ryad notamment au sujet de la vente d'armes. Berlin a appelé les Européens à suspendre tout nouveau contrat d'armement avec le royaume tant qu'il n'aura pas fait toute la lumière sur la mort de Jamal Khashoggi.

AFP

L'Otan en grandes manoeuvres en Norvège au grand dam de la Russie voisine

■ Quelque 50.000 soldats appuyés par des moyens matériels considérables lancent jeudi en Norvège les plus grandes manoeuvres militaires de l'Otan depuis la Guerre froide, une démonstration de force qui irrite la Russie voisine.

L'exercice Trident Juncture 18, qui se déroulera jusqu'au 7 novembre, vise à entraîner l'Alliance atlantique à accourir à la ressource d'un de ses membres.

Il s'agit de «démontrer la capacité de défense de l'Otan face à n'importe quel adversaire», a affirmé l'amiral américain James Foggo, commandant en chef de l'exercice. «Il ne vise aucun pays en particulier». La Russie est dans tous les esprits, elle qui a conduit les plus vastes manoeuvres de son histoire en septembre en Extrême-Orient.

«La Russie ne représente pas une menace militaire directe pour la Norvège», note le ministre norvégien de la Défense, Frank Bakke-Jensen.

«Mais dans une situation sécuritaire aussi compliquée qu'aujourd'hui un incident ailleurs pourrait très bien accroître la tension dans le Nord et nous souhaitons préparer

l'Alliance à éviter tout incident malheureux», explique-t-il à l'AFP.

Donald Trump a ajouté aux tensions en menaçant lundi de repartir dans une course à l'armement, deux jours après avoir retiré les États-Unis du traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), conclu en 1987 avec la Russie.

«Riposte» russe

Si les manoeuvres se tiendront à distance respectueuse de la frontière russo-norvégienne, longue de quelque 198 kilomètres dans l'Arctique, Moscou a manifesté son courroux.

Indépendamment de Trident Juncture 18, les États-Unis et la Grande-Bretagne intensifient les déploiements dans le pays scandinave pour acclimater leurs troupes au grand froid. À terme, 700 US Marines devraient se succéder par rotation sur le sol norvégien.

«Les principaux pays de l'Otan accroissent leur présence militaire dans la région, à proximité des frontières de la Russie», a dénoncé la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, fustigeant «des cliquetis d'armes».

«De telles actions irresponsables mèneront forcément à la déstabilisation de la situation politique et militaire dans le Nord, à une hausse des tensions», a-t-elle dit, en promettant «des mesures nécessaires de riposte».

Sous la présidence de Vladimir Poutine, l'armée russe a déjà considérablement renforcé ses moyens dans l'Arctique. Des bases militaires aériennes ont été rénovées ou construites, et de nouveaux radars et systèmes de missiles antiaériens installés.

Épine dorsale de la Marine, la Flotte du Nord doit notamment recevoir cinq nouveaux navires de guerre, cinq bâtiments de soutien et quinze avions et hélicoptères d'ici la fin de l'année, selon le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou.

«Chorégraphie» militaire

«Côté russe, le dispositif militaire est revenu à peu près à ce qu'il était pendant la Guerre froide», analyse François Heibourg, de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), auprès de l'AFP. «Quelque part, l'Otan est aussi en train de revenir vers les mêmes dispositifs».

«On a un enclenchement assez mécanique», «un retour à une forme de chorégraphie» mais Trident Juncture 18 n'a «rien de déstabilisant», estime-t-il.

Rassemblant les 29 pays membres de l'Alliance atlantique rejoints par la Suède et la Finlande, l'exercice en impose par l'ampleur des moyens déployés. Les 50 000 soldats seront appuyés par 10 000 véhicules, 250 avions et 60 navires, dont un porte-avions américain. «Les exercices terrestres vont être menés à 1 000 km de la frontière avec la Russie et les opérations aériennes à 500 km. La Russie n'a aucune raison d'être inquiète», a affirmé le général norvégien Rune Jakobsen.

Deux observateurs russes et deux biélorusses sont invités.

Pour se déployer, le contingent britannique a entrepris un périple routier de cinq jours. «Cela montre à nos alliés de l'Otan que l'armée britannique est prête à traverser l'Europe si nécessaire», a indiqué son porte-parole, le major Stuart Lavery, à l'AFP.

AFP

Retrait américain d'un traité nucléaire

Bolton rencontre Lavrov pour des explications

Le conseiller de la Maison-Blanche à la Sécurité nationale, John Bolton, a rencontré lundi à Moscou, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qui attendait de pied ferme ses explications sur le retrait américain d'un traité majeur sur les armes nucléaires, annoncé deux jours plus tôt.

Donald Trump a annoncé samedi sa décision de retirer son pays du traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire INF (Intermediate Nuclear Forces Treaty) conclu avec la Russie pendant la Guerre froide.

M. Bolton a discuté du sort du traité lundi avec Sergei Lavrov et a aussi passé «près de cinq heures» avec Nikolaï Patrouchev, le chef du Conseil russe de Sécurité nationale, a indiqué à l'AFP un porte-parole du Conseil.

Les responsables russes ont insisté sur le fait que Moscou ne violait pas le traité, a expliqué M. Bolton après la rencontre.

«La Russie a très fermement signifié qu'elle ne pensait pas violer le traité INF. En fait, a-t-il ajouté dans un entretien au journal russe Kommersant, ils ont dit: c'est vous qui violez le traité».

«On ne peut pas forcer à obéir quelqu'un qui croit qu'il n'est pas en faute», a-t-il ajouté en affirmant que le traité avait fait son temps.

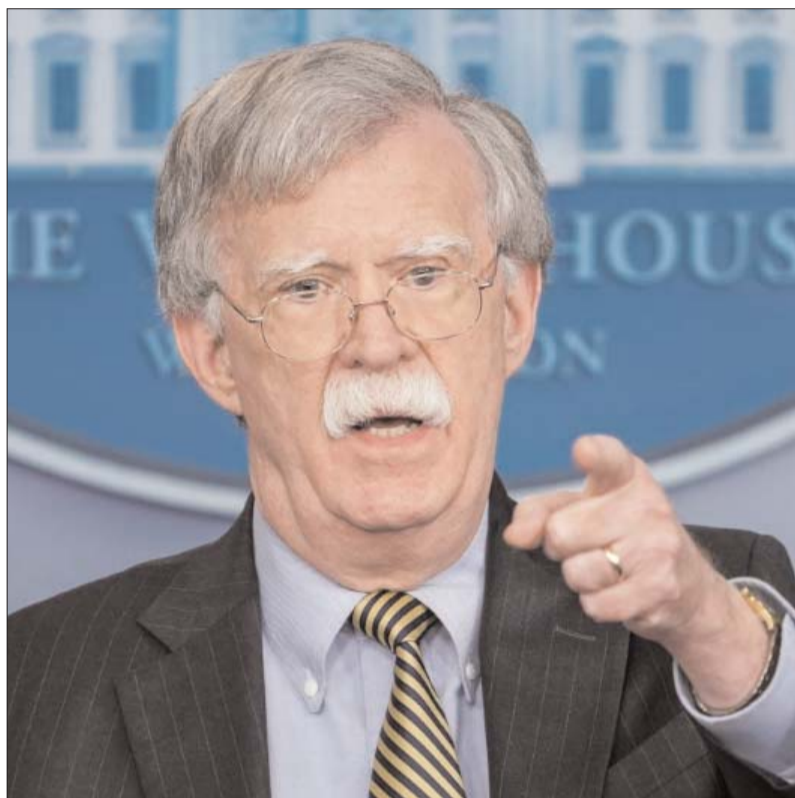
«Ce n'est pas le retrait du traité qui est la cause du problème, c'est le fait que la Russie contrevienne au traité qui est le problème», a-t-il affirmé. Les Etats-Unis ne veulent pas être le seul pays à respecter ce traité, a-t-il expliqué, mentionnant une «menace très réelle» de la part de la Chine.

Les deux responsables ont aussi discuté de la possibilité de prolonger de cinq ans le traité New Start, sur les missiles stratégiques, qui arrive à expiration en 2021, selon le Conseil de sécurité russe. Mais M. Bolton a déclaré à Kommersant que Washington voulait «résoudre d'abord le problème de l'INF».

Selon le ministère russe des affaires étrangères, MM. Bolton et Lavrov ont évoqué la coopération bilatérale, la lutte contre le terrorisme et «la manière de maintenir la stabilité stratégique».

M. Bolton doit également s'entretenir mardi avec le président russe Vladimir Poutine, selon le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

Celui-ci a ajouté lundi qu'une sortie américaine du traité INF «rendrait le monde plus dangereux». Alors que l'annonce américaine fait craindre un retour de la prolifération nucléaire, M. Peskov a assuré que la Russie «n'attaquera jamais personne en premier».



John Bolton est connu pour ses positions très fermes en matière de politique étrangère. Chantre par le passé d'une chute du régime iranien, il faisait partie de ceux qui plaident pour «sortir de l'accord iranien» signé en 2015 par plusieurs pays avec Téhéran pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire.

Nommé en mars 2018, M. Bolton n'a également jamais caché sa conviction que Washington devrait frapper militairement la Corée du Nord plutôt que négocier avec ce régime et il reste un partisan de sanctions beaucoup plus larges contre la Russie, accusée par Washington d'avoir tenté de perturber le processus démocratique américain.

«Crucial pour la sécurité mondiale» Selon le journal britannique The Guardian, c'est John Bolton qui a fait pression sur le président américain pour un retrait du traité INF. Ce serait aussi lui qui bloquerait toute négociation pour une extension du traité New Start.

Le traité INF a été signé en 1987, à la fin de la Guerre froide, par le dernier dirigeant de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le président américain de l'époque, Ronald Reagan.

Pour Donald Trump, Moscou viole depuis de nombreuses années ce traité. Washington se plaint notamment du déploiement du système de missiles 9M729, dont la portée dépasserait la limite convenue des 500 km.

Les réactions internationales sont unanimes pour appeler les Etats-Unis à ne pas abandonner le traité INF : l'Union européenne a estimé lundi, que Washington et Moscou «doivent poursuivre un dialogue constructif pour préserver ce traité», l'estimant «crucial pour l'UE et la sécurité mondiale», alors que Pékin a appelé les Etats-Unis à «y réfléchir à deux fois». Le traité INF, en abolissant l'usage de toute une série de missiles d'une portée allant de 500 à 5 500 km, avait mis un terme à la crise déclenchée dans les années 1980 par le déploiement des SS-20 soviétiques à têtes nucléaires ciblant les capitales occidentales.

AFP

Etats-Unis Un dur à cuire démocrate à l'assaut d'une région ultraconservatrice

■ Ancien militaire reconverti en défenseur de la classe ouvrière, Richard Ojeda tente presque l'impossible en Virginie-Occidentale: faire basculer l'une des circonscriptions les plus conservatrices des Etats-Unis dans le giron démocrate le 6 novembre.

Cette région traversée par les Appalaches est un bastion conservateur sur le fil du rasoir. Elle est appauvrie, les salaires stagnent, le coût de l'assurance santé s'envole, l'industrie du charbon est exsangue, et elle se trouve au cœur de la crise des opiacés, qui fait des dizaines de milliers de morts chaque année dans le pays.

Dans ce contexte, celui qui a servi 24 ans dans l'armée américaine n'a pas la langue dans sa poche et promet des mesures économiques un tantinet populistes.

«Je n'ai aucun problème à taper du poing sur la table quand [les élus] ne font pas ce qu'il faut pour les citoyens de la classe ouvrière de cet État», confiait récemment à l'AFP M. Ojeda à Huntington, port d'attache de sa campagne. «Nous avons été dupés et maltraités pendant beaucoup trop longtemps».

Quelque chose dans son offensive électorale ? Qu'il aime à comparer à un «déploiement au combat» ? Semble rencontrer un écho au sein de l'électorat. Les sondages le placent sur les talons de sa concurrente républicaine, Carol Miller.

Avec son imposante carrure et sa tenue sans appareil (pull et pantalon beige, bottes de combat), cet homme de 47 ans ne retient pas ses coups lorsqu'il s'agit de critiquer les républicains, y compris le président Donald Trump auquel il a pourtant donné sa voix en 2016.

Lors d'un meeting à Wheeling dans cet État de l'est des Etats-Unis, le milliardaire l'a traité de «complètement dingue».

Que la bataille commence, a rétorqué Richard Ojeda.

Démocrates «nuls»

Mais il décoche ses critiques les plus acerbes aux démocrates qui ont dominé cet État pendant des décennies. En 2014, les républicains leur ont ravi le parlement de Virginie-Occidentale et, deux ans plus tard, Donald Trump affichait près de 50 points d'avance dans la circonscription convoitée par Richard Ojeda.

«La raison pour laquelle le parti démocrate a perdu le pouvoir, c'est parce que les démocrates sont nuls», lance l'ancien militaire, élu en 2016 au Sénat de son État quelques semaines après une violente agression par un électeur en colère.

«Des gens ont été au pouvoir pendant trente, quarante ans», mais ces notables «ont profité du système», relève-t-il.

L'État a drastiquement changé de camp en quelques années seulement. Tandis que Donald Trump se démène pour conserver sa majorité au Congrès à Washington en novembre, les démocrates veulent reconquérir la Virginie-Occidentale.

Et ils comptent sur ce père de deux enfants, militaire parachutiste à la retraite ayant été déployé en Irak et en Afghanistan. Tatoués sur son dos, les noms de ses compagnons soldats tués au combat.

Dans son équipe de campagne, ce sont les overdoses qui ont pris la vie de plusieurs proches. Selon lui, la faute en incombe aux laboratoires pharmaceutiques qui ont «distribué oxycodone et hydrocodone» (des opiacés) «comme des Tic-Tac». «Une épidémie d'opiacés déchire notre communauté et a tué des milliers des nôtres et personne n'a le cran de s'opposer aux géants pharmaceutiques», dit-il.

«Arrogant»

Ses positions politiques sont éclectiques : pro-armes à feu et soutien de l'industrie du charbon, il joue aux équilibristes en matière de droits reproductifs, fulmine à la perspective de discrimination par les compagnies d'assurance envers les personnes ayant des antécédents médicaux, et a soutenu la grève des enseignants en février exigeant meilleure assurance et meilleur salaire.

«Des républicains m'ont contacté de partout pour dire : Ecoute, on va te soutenir. Parce que je dis ce qui doit être dit», affirme-t-il. «Beaucoup en ont tout simplement assez de tout ce bazar».

Hunter King, fils d'un mineur de fond âgé de 18 ans, a l'intention de voter pour lui. «C'est celui qui m'a fait le plus sentir que ma voix comptait», explique celui qui va participer à un scrutin pour la première fois.

Mais tout le monde n'est pas aussi admiratif. Pour Bob Ellison, un propriétaire de bar pro-Trump, Richard Ojeda est un imposteur «arrogant».

Sa fille a succombé à une overdose d'opiacés et son fils est dépendant aux méthamphétamines, mais il ne voit pas l'ancien militaire mettre fin à cette épidémie. «Je crois que les républicains vont s'en charger», dit-il.

AFP

Brésil

Bolsonaro crédité de 57% des intentions de vote

■ Jair Bolsonaro, candidat de l'extrême droite brésilienne, est crédité de 57% des intentions de vote en vue du second tour de l'élection présidentielle de dimanche prochain, selon un sondage CNT/MDA publié lundi.

A l'orée de cette ultime semaine de campagne, son rival, Fernando Haddad, candidat du Parti des travailleurs (PT), qui obtiendrait 43% des suffrages, l'a accusé d'être une menace pour la démocratie.

Les résultats du sondage CNT/MDA sont sensiblement les mêmes que ceux de l'enquête d'opinion Datafolha qui a donné la semaine dernière Bolsonaro en tête des intentions de vote avec un rapport de 59% contre 41%.

Dans la dernière ligne droite de la campagne, Fernando Haddad a affirmé lundi que la jeune démocratie brésilienne

serait en danger si Jair Bolsonaro venait à être élu. Le candidat du PT s'est appuyé sur une vidéo diffusée dimanche dans laquelle le fils de l'ancien capitaine de l'armée de terre estime que la Cour suprême devrait être démantelée si elle prend quelque initiative que ce soit pour priver son père d'une victoire dans les urnes.

La vidéo en question date du mois de juillet, lors d'une intervention d'Eduardo Bolsonaro dans une salle de classe. Il explique qu'«il ne sera même pas nécessaire d'avoir une Jeep, envoyer un soldat et un caporal suffira pour fermer la Cour suprême». Jair Bolsonaro a de son côté promis de balayer le Parti des travailleurs de la carte politique du Brésil.

«S'il a le courage de menacer la démocratie avant l'élection, que pensez-vous qu'il fera s'il gagne ?», a lancé

Haddad lors d'une conférence de presse à Sao Paulo. Haddad estime que des radicaux issus des rangs de l'armée brésilienne pourraient constituer une menace pour les institutions démocratiques si Bolsonaro est élu.

«Soit nous écartons cette tradition autoritariste qui a toujours existé au Brésil, soit nous serons en danger, y compris physique», a-t-il poursuivi, se disant alarmé du fait que «l'opposition politique, les juges et les journalistes soient menacés avant même que l'élection ne soit tranchée».

Au premier tour, le 7 octobre dernier, le candidat du Parti social-libéral est arrivé largement en tête, avec 46% des voix contre 29% pour Haddad, qui a repris au pied levé le flambeau de l'ex-président Lula, incarcéré pour corruption et interdit de candidature.

AFP

Brexit

May tente de calmer les esprits, accord presque fait, dit-elle

Theresa May a appelé lundi les députés à la soutenir dans la dernière ligne droite menant à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, soulignant que les pourparlers étaient dans leur phase la plus difficile, bien qu'un accord soit proche.

A cinq mois à peine de la date fixée pour le Brexit, le 29 mars à 23h00 GMT, la Première ministre britannique s'est ainsi attachée à calmer les passions dans une Chambre des communes chauffée à blanc où sa stratégie de négociation ulcère les eurosceptiques autant que les europhiles.

«Servir nos intérêts nationaux exigera de garder notre sang-froid lors de ces dernières étapes de la négociation, la partie la plus difficile de toutes», a déclaré Theresa May au Parlement.

Les marchés financiers pour leur part n'excluent pas le renversement de la Première ministre par les frondeurs du Parti conservateur. La livre sterling est passée sous le seuil de 1,30 dollar, son plus bas niveau depuis le 4 octobre.

Sur la question de la frontière irlandaise, vitale pour la suite, Theresa May n'a pu que constater l'impasse. Or, pour que l'accord soit signé, cette question doit être aussi réglée.

La chef du gouvernement a encore une fois lundi rejeté la position de l'UE, qualifiée d'inacceptable et elle a exposé deux options, au choix de la Grande-Bretagne : une prolongation de la période de transition «dans certaines circonstances» ou un espace douanier temporaire entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Theresa May a déclaré que l'UE avait considérablement modifié cette dernière option. Selon des sources de l'UE, les négociateurs cherchent le moyen de promettre à la Grande-Bretagne un accord douanier susceptible de permettre une sortie de l'impasse.

Soulignant l'ampleur des progrès accomplis depuis le début des négociations avec Bruxelles, Theresa May a noté ainsi que dans les trois dernières semaines, un terrain d'entente avait été trouvé sur Gibraltar, territoire britannique à l'extrémité de l'Espagne, ou bien encore sur les relations futures en matière de sécurité.

«En prenant tout cela dans son ensemble, 95% de l'accord de retrait et de



ses protocoles sont désormais réglés», a-t-elle déclaré.

Il reste néanmoins à régler la question de la frontière irlandaise.

Les Européens veulent insérer une clause de sauvegarde dite «backstop», ou filet de sécurité, dans l'accord de Brexit pour éviter le rétablissement d'une frontière physique sur l'île d'Irlande, entre la république d'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord.

L'objectif, partagé par Londres, est de préserver les acquis des accords de paix de 1998 qui ont mis fin à trente ans de violences confessionnelles en Irlande du Nord. La solution du «backstop» ne s'appliquerait, comme une garantie, que si Londres et Bruxelles ne parvenaient pas à s'accorder sur une meilleure solution lorsqu'il s'agira de négocier leurs relations futures.

La proposition de l'UE visant à ce que l'Irlande du Nord reste dans l'union douanière du bloc a été rejetée par Theresa May, car elle risquerait de créer des entraves aux échanges avec le reste de la Grande-Bretagne - ce qui a été rejeté par le parti DUP d'Irlande du Nord, dont les 10 voix au Parlement soutiennent le gouver-

nement May.

Depuis le Conseil européen de la semaine dernière, sa proposition de prolonger la période de transition afin de sortir de l'impasse sur la question irlandaise a provoqué des tensions au sein de son Parti conservateur, tant auprès des pro- que des anti-UE.

Les conservateurs eurosceptiques craignent que Theresa May ne mène la Grande-Bretagne à un accord qui fera de la Grande-Bretagne un «État vassal» indéfiniment, incapable à jamais de quitter l'Union européenne ni de conclure ses propres accords de libre-échange avec d'autres pays.

La presse dominicale a par ailleurs relayé les propos parfois menaçants de ses détracteurs sur la scène politique britannique, plusieurs de ses rivaux estimant, symboliquement et sous couvert d'anonymat, qu'il y a de «l'assassinat dans l'air».

Pour provoquer un vote de confiance sur leur Première ministre, ses adversaires conservateurs doivent rallier 48 parlementaires toriens. Selon le Sunday Times, 46 ont déjà sauté le pas.

Reuters

Selon l'ONU

Plus de 7.000 personnes dans la "caravane" de migrants vers les Etats-Unis

«**L**a caravane comprend 7.233 personnes, dont la plupart ont l'intention de continuer leur marche vers le Nord», a déclaré le porte-parole lors de son point de presse quotidien, en soulignant la nécessité qu'elles soient «traitées avec respect et dignité». Farhan Aziz Haq a précisé que l'OIM et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU étaient mobilisés pour porter assistance à ces migrants.

«Au cours du week-end, le secrétaire général (Antonio Guterres) a parlé avec plusieurs dirigeants de la situation des migrants centraux américains et a souligné la nécessité qu'ils travaillent avec l'OIM et le HCR», a poursuivi le porte-parole, sans préciser

l'identité des dirigeants en question. Mardi, Antonio Guterres doit se rendre à Washington pour notamment rencontrer le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo. «Cette situation doit être gérée en accord avec le droit international et dans le plein respect des pays à contrôler leurs frontières», a ajouté Farhan Aziz Haq en faisant valoir que «les Etats de la région devaient coopérer pour résoudre la crise».

Le HCR a renforcé ses capacités dans le sud du Mexique, avec notamment 32 personnels à la frontière mexicaine sud, a-t-il dit. Ce chiffre est appelé à augmenter dans les prochains jours afin de s'assurer que toutes les informations sur les procé-

dures d'asile, des conseils légaux et une aide humanitaire si nécessaire, soient donnés aux migrants. Après avoir passé une deuxième nuit au Mexique, des milliers de migrants, en majorité honduriens, devaient reprendre leur route pour tenter de rejoindre la frontière avec les Etats-Unis, à 3.000 km de là.

Le président américain Donald Trump a annoncé lundi une réduction immédiate des aides au Honduras, au Guatemala et au Salvador, accusés de ne pas avoir été capables «d'empêcher les gens de quitter leur pays pour entrer illégalement aux Etats-Unis».

AFP

À un moment où les tensions entre Pékin et Washington sont élevées Deux destroyers américains dans le détroit de Taïwan

■ Deux destroyers américains sont passés lundi dans le détroit de Taïwan, qui sépare la Chine de l'île, à un moment où les tensions entre Pékin et Washington sont élevées, a indiqué un porte-parole du Pentagone, le colonel Rob Manning.

L'USS Curtis Wilbur et l'USS Antietam «ont effectué un transit de routine» dans ce bras de mer de 180 kilomètres de large, a précisé le colonel Manning au cours d'un point de presse.

Ce transit dans les eaux internationales, en direction du nord-est, «démontre l'engagement des Etats-Unis envers une région Indo-Pacifique libre et ouverte», a-t-il ajouté.

C'est la deuxième fois en trois mois que des navires de guerre américains «transitent» par le détroit de Taïwan, au moment où les prétentions de Pékin en mer de Chine méridionale, où Washington effectue régulièrement des opérations dites «de liberté de navigation», avivent les tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

De nombreux navires de guerre chinois ont suivi à bonne distance les deux vaisseaux américains durant leur passage, ont expliqué à CNN des responsables de la défense.

Washington a rompu ses relations diplomatiques avec Taipei en 1979 pour reconnaître Pékin, mais reste l'allié le plus puissant de l'île et son fournisseur d'armes numéro un. Les Etats-Unis ont notamment récemment approuvé une licence permettant la vente de technologies de sous-marins à Taïwan.

En septembre, Washington a annoncé un projet de vente de pièces détachées et de pièces de rechange pour les avions de chasse et de transport F-16, C-130 et F-5 à Taïwan pour un montant de 330 millions de dollars, contre lequel Pékin a vivement protesté.

Depuis 1979, les relations entre Taïwan et les Etats-Unis se sont faites discrètes pour éviter d'irriter la Chine, qui considère l'île comme partie intégrante de son territoire susceptible d'être reprise par la force.

Pékin a mené dernièrement une série de manoeuvres militaires, dont un exercice à tir réel dans le détroit de Taïwan en avril, déclarant sa volonté de faire face aux «forces indépendantistes» taïwanaises.

Le Premier ministre taïwanais a déclaré mardi au Parlement que Taïwan respectait le droit de passage américain dans les eaux internationales et reconnaissait «les divers efforts des Etats-Unis pour maintenir la paix dans la région Asie-Pacifique».

Le ministère taïwanais de la Défense avait auparavant indiqué dans un communiqué que l'armée «surveillait de près les navires américains durant leur passage».

AFP

Le prince héritier saoudien a vu le secrétaire US au Trésor

■ Le prince héritier saoudien Mohamed ben Salman (MBS) a rencontré lundi à Ryad le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a annoncé la télévision publique saoudienne dans un tweet.

Steven Mnuchin a déclaré dimanche que les explications de l'Arabie saoudite sur la mort du journaliste Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul étaient «un bon premier pas, mais pas suffisant». Il a ajouté qu'il était prématuré de discuter des sanctions à l'encontre de Ryad pour cette affaire. MBS et Steven Mnuchin ont souligné lundi «l'importance du partenariat stratégique et le rôle futur de ce partenariat à travers Vision 2030», précise le tweet saoudien, faisant référence au plan de développement à long terme du royaume.

Le secrétaire au Trésor a confirmé dimanche qu'il ne se rendrait pas à la conférence internationale sur l'investissement («Davos du désert») organisée à partir de mardi à Ryad, mais il a ajouté qu'il serait tout de même dans la capitale saoudienne pour des entretiens consacrés à la lutte contre le financement du terrorisme et aux sanctions que Washington prévoit d'imposer au secteur pétrolier irien à partir du 4 novembre.

Reuters

Rencontre sur Isabelle Eberhardt à Naâma

Plusieurs oeuvres ont puisé du terroir culturel de la société algérienne

Les participants à un colloque littéraire organisé dimanche à Aïn Sefra (Naâma), ont souligné que plusieurs oeuvres littéraires d'Isabelle Eberhardt ont puisé du terroir culturel de la société algérienne.



Cette rencontre, organisée par l'Association Safia Kettou de la création culturelle de Aïn Sefra à l'occasion du 114^{ème} anniversaire de la mort d'Isabelle Eberhardt (1877-1904), a permis aux participants dont des romanciers, des poètes et des journalistes des wilayas de Naâma, El Bayadh, Saïda et Béchar de mettre en exergue l'effet de la culture algérienne dans les écrits de cette romancière et journaliste qui se sont adjugés une place importante dans le patrimoine littéraire national et universel.

Les interventions ont abordé plusieurs aspects, affirmant la défense de l'écrivaine, dans ses articles et ses correspondances de presse, des valeurs arabes et amazighes en

Afrique du Nord et son soutien aux victoires remportées par Cheikh Bouamama dans sa résistance populaire contre le colonialisme français.

Les intervenants ont soutenu que les correspondances de guerre d'Isabelle Eberhardt en 1902 décrivaient les pratiques inhumaines et l'arrogance de l'occupant français dans la spoliation des terres de la population autochtone, partant de son constat lors de son bref séjour dans la région, en plus de son admiration pour les coutumes, l'identité culturelle originelle des populations algériennes qu'elle a visitées.

Cette rencontre annuelle, la 5^{ème} du genre organisée en collaboration avec la direction de la culture de la wilaya de Naâma, vise à

approfondir la recherche sur le parcours de cette femme riche en événements et sur ses oeuvres (articles de presse et littéraires), soit une vingtaine d'ouvrages en anglais, français et allemand traduits à plusieurs langues dont l'arabe, a souligné le président du comité d'organisation, Abdelkader Dif.

L'écrivain et chef du bureau de wilaya de Naâma de l'Union des écrivains algériens, Ahmed Bencherif, a appelé, à cette occasion, à davantage de recherches sur le legs littéraire de cette écrivaine inspirée du patrimoine culturel du Sud algérien.

Les participants ont lancé un appel aux spécialistes en critique littéraire et universitaires pour enrichir de telles rencontres lit-

téraires constituant une occasion pour échanger les expériences dans le domaine de la traduction d'oeuvres littéraires et débattre de thèmes traitant de l'identité, de l'exil, de la mémoire et de l'histoire qui focalisaient les écrits d'Isabelle Eberhardt.

Le chercheur et critique, Djillali Benaouda, du centre universitaire d'El Bayadh a fait remarquer que les écrits d'Eberhardt sont divers et variés (autobiographique, récits, nouvelles, poèmes, articles de presse...), citant des passages de ses oeuvres publiées après sa mort, notamment les oeuvres *Au pays des sables* et *A l'ombre chaleureuse de l'Islam*, ainsi que ses reportages dans les médias en tant que correspondante de guerre à son époque.

L'écrivain et traducteur, Boudaoud Ammiar, a proposé un jumelage littéraire sur Isabelle Eberhardt entre chercheurs et écrivains de la wilaya de Naâma et de différentes villes du pays dont El Oued, Annaba, Boussaâda, Ténès et Kenadsa pour recueillir des pans de l'histoire de cette personnalité culturelle et de son expérience littéraire.

La commémoration du 114^{ème} anniversaire de la mort de cette écrivaine a été marquée par un recueillement sur sa tombe au cimetière de Sidi Boudjemaâ à Aïn Sefra et une exposition de photos et d'ouvrages traitant de son parcours et de la traduction de ses oeuvres.

Un film documentaire sur Isabelle Eberhardt intitulée *Sur les traces de l'oubli* réalisé par Radja Amar a été projeté à cette occasion et des récitals poétiques ont été animés par des poètes de la région.

Bilal L.

Office du Parc culturel de Tindouf Décès de la directrice générale

La directrice générale de l'Office du parc culturel de Tindouf, Mme Bahamid Habiba, a été découverte morte, lundi à Béchar, a-t-on appris auprès de responsables locaux du secteur de la culture.

Le corps de la défunte, qui est décédée d'une mort naturelle dans son lit dans l'un des hôtels de la ville de Béchar, a été acheminé cet après-midi à Alger, lieu de résidence de sa famille où elle sera enterrée, a-t-on précisé.

La défunte, cadre du secteur de la culture, a été nommée en octobre 2009 à la direction générale de l'Office du parc culturel de Tindouf (900 km au sud de Béchar), l'une des régions sahariennes peuplées depuis la préhistoire et renfermant de ce fait un riche patrimoine culturel et naturel ainsi qu'une diversité remarquable d'écosystèmes, à l'origine de son classement au registre des aires protégées depuis 2008, a-t-on fait savoir.

Présente à Béchar, à l'occasion d'une rencontre régionale des cadres du secteur de la culture dans le sud-ouest du pays, la défunte avait, dès sa nomination au poste de directrice générale de l'Office, entamé une vaste opération d'inventaire de tout le patrimoine culturel, humain, faune et flore ainsi que les différents vestiges historiques de la région de Tindouf.

Cette région est connue par la présence de l'homme préhistorique de près de 2,5 millions d'années et ce, avec la contribution des cadres de son Office et des experts nationaux, selon la même source.

H. T.

Produit par la compagnie culturelle El Massil de Constantine

Le monodrame *Ellahn el-Akhir* au Festival international d'art de Tyre

Le monodrame *Ellahn el-Akhir* produit par la compagnie culturelle El Massil de Constantine représentera l'Algérie au Festival international d'art de la ville de Tyre (Liban), a indiqué dimanche le président de la compagnie.

«La compagnie s'évertuera à représenter honorablement l'Algérie et à promouvoir son produit artistique durant cette manifestation internationale dédiée au cinéma, au théâtre et à la musique», a précisé à l'APS, Salah-Eddine Torki, également réalisateur et comédien dans cette oeuvre, soulignant que cet événement se déroulera du 27 au 31 octobre et réunira

des artistes de divers pays dont la Jordanie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Argentine et le Liban.

Lauréate du prix spécial d'honneur lors du Festival international de théâtre libre de Jordanie, *Ellahn el-Akhir* aborde, selon la même source, la place de l'artiste dans la société qui l'élève aux cieux lorsqu'il est au sommet de son talent et le rabat aux oubliettes quand il vieillit et son étoile cesse de rayonner.

Le monodrame qui mixe tragédie et humour noir appelle dans le même temps à l'amour, la liberté, l'espoir et l'abnégation au travail, l'histoire étant le juge ultime, a

ajouté l'artiste. Fondée en 2011, la compagnie El Massil a produit diverses oeuvres théâtrales pour adultes et pour enfants et obtenu plusieurs prix dont celui de la meilleure mise en scène pour sa pièce *Ghourour Essarsour* lors du Festival international des arts spontanés et du théâtre pour enfants d'Assouan (Egypte). Sa pièce *Birat khrabib*, coproduite avec le théâtre régionale Mohamed-Tahar Fergani de Constantine, a décroché en 2017, les prix de la meilleure mise en scène et de la meilleure interprétation masculine au Festival national du théâtre humoristique de Médéa.

G. T.

17^{ème} Festival du film amazigh

Appel à participation

Un appel au dépôt des films pour la participation à la 17^{ème} édition du Festival culturel national du film amazigh (Fcnafa) a été lancé, lundi à Tizi Ouzou, par les organisateurs de cette manifestation cinématographique.

Les dépôts devront se faire au siège du festival au niveau de la Maison de la culture Mouloud

Mammeri avant le 20 novembre 2018, a indiqué un communiqué du commissariat de ce festival, qui sera dédié, cette année, à la mémoire du défunt artiste Djamel Allam, décédé le 15 septembre dernier.

Selon la même source, cette 17^{ème} édition s'est fixée comme objectif principal l'implication des professionnels autour des

problématiques du champ de l'audiovisuel, sera axée sur le volet de la formation, considéré par le comité d'organisation comme «pierre angulaire» de ce rendez-vous.

Diverses catégories de films sont concernées par la compétition dont les fictions cinématographiques (long et court métrage), la fiction audiovisuelle (télé-

film et/ou vidéo), le documentaire et les films d'animation. Les films déposés doivent être accompagnés du dossier d'inscription dont les bulletins et le règlement sont téléchargeables sur le portail électronique de la manifestation : www.festivalfilmamazigh.dz ou sur sa page Facebook: festival du film amazigh.

H. T.

Tout est important, tout est beau, tout est triste. Par où commencer si l'on choisit de dire la vie et d'en faire une œuvre d'art ?
Michèle Mailhot



FEMMES

ILS ONT DIT :

Combien généreuse est la vie pour l'homme, mais combien l'homme se tient éloigné de la vie!

Khalil Djebrane

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Meghan Markle : découvrez le prix exorbitant de sa garde-robe pour son voyage aux antipodes



Meghan Markle, enceinte, n'en finit plus d'éblouir les photographes lors de son voyage en Océanie avec le prince Harry. Et tout cela a un coût : le prix exorbitant de sa garde-robe a été dévoilé, il est impressionnant.

Elle a dépensé sans compter. Pour son voyage en Océanie, sa première tournée officielle avec le prince Harry, Meghan Markle a mis les petits plats dans les grands, côté tenues. Que ce soit en look casual très décontracté ou en robe sophistiquée, en pantalon slim ou en tenue estivale bohème chic, la duchesse de Sussex éblouit fans et photographes en Australie comme aux Îles Fidji, enchaînant les sans-fautes stylistiques. Mais à quel prix ?

Le Daily Express a retrouvé le prix des tenues portées par Meghan Markle tout au long de son voyage.

Et le résultat, après une semaine de tournée en Océanie, est exorbitant.

Du t-shirt blanc à plus de 200 € aux lunettes de soleil à 270 € en passant par le trench à 2 150 € et les jeans à 160 €, la duchesse a dépensé au total plus de 9 000 € pour s'habiller pendant sept jours... et le voyage n'est pas terminé.

Cette tournée à l'autre bout du monde n'est pas de tout repos pour l'épouse du prince Harry. Elle a notamment été forcée d'annuler certains engagements après un coup de fatigue qui a inquiété ses fans.

Heureusement, elle s'est montrée plus rayonnante que jamais lors de sa sortie publique suivante. De quoi rassurer aussi son entourage : Meghan Markle va très bien, et sa grossesse se déroule sans accroc.

ANTI-ÂGE

QUELS ACTIFS NATURELS POUR SOIGNER LES PEAUX MATURES ?

Avec l'âge la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

Eau mature : ce qui la définit

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent : rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symptômes trouvent leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau).

Certains facteurs environnementaux accélèrent le vieillissement en oxydant les cellules de la peau : le tabac, le soleil (UVA), l'alcool, l'alimentation... Une bonne hygiène de vie permet de retarder le processus oxydatif des cellules. Côté soins, certains actifs permettent de retarder le mécanisme de vieillissement.

Ses besoins

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au stress oxydatif (radicaux libres).

Les actifs naturels adaptés

Pour traiter les rides : on privilégie les soins bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centella asiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces

antioxydants vont stimuler les fibroblastes (cellules de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène.

Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorella vulgaris, l'extrait de bouleau blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

YEUX

On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

LE TABAC : LE PRINCIPAL ENNEMI

Acroléine, toluène, acide cyanhydrique sont trois des substances que l'on trouve dans les cigarettes. Ce sont surtout trois substances particulièrement irritantes (l'acroléine fut longtemps

utilisée dans le gaz lacrymogène) qui favorisent l'apparition de trois maladies oculaires : la cataracte, la DMLA et la dégénérescence du nerf optique.

Inutile, donc, de vous faire un dessin : pour préserver la santé de vos yeux, il est temps d'arrêter de fumer !

LE SUCRE : UN ENNEMI CACHÉ

Votre médecin vous a peut-être déjà expliqué que le diabète peut provoquer de très sérieux troubles oculaires, mais on ignore souvent que, sans être diabétique, avoir un peu trop de sucre dans le sang (ce qui peut arriver si vous êtes ce qu'on appelle un

bec sucré !) peut, à la longue, entraîner des lésions des cellules oculaires. Apprenez donc, petit à petit, à manger moins sucré. Et si le sucre vous manque trop, remplacez-le dans vos recettes par du sirop d'érable, du sirop d'agave ou encore de la stevia. On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

4. LE SOLEIL : UN ENNEMI

Un soin anti-âge maison

Ce masque antioxydant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette proposée par Natacha Thibault dans Mes 50 meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

Ingrédients :

- 50 g de chocolat noir bio
- 1 goutte d'huile de noix de coco
- 2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-

Mode d'emploi

Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie. Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.

Connaissez-vous leur quatre ennemis cachés ?

TROP SOUVENT NÉGLIGÉ

Si l'on pense à protéger les yeux de nos enfants derrière des lunettes de soleil, on oublie bien souvent que nos rétines à nous sont également sensibles aux ultraviolets, et plus particulièrement aux UVA. Pour résumer : si vous ne pensez pas à cacher vos yeux derrière des verres filtrants anti UVA, surtout l'été en cas de forte luminosité et l'hiver à la montagne, non seulement vous risquez d'attraper (sur le moment) un coup de soleil de l'œil, mais en plus vous risquez de développer une cataracte ou une DMLA précoce.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Le CABBA écope seulement de 4 matchs à huis clos

Des sanctions clémentes !

CAN 2018 dames (préparation)
Victoire de l'Algérie
face au Maroc

■ La sélection algérienne dames de football a battu son homologue marocaine sur le score de 1 à 0, mi-temps (0-0) en match amical disputé ce lundi au Centre national des sports Moulay Rachid de Maâmora (banlieue de Salé-Maroc). L'unique réalisation des algériennes a été inscrite en deuxième période par Djamilia Marek (62e). Il s'agit du deuxième match amical entre les deux sélections après celui disputé jeudi 18 octobre 2018 à Kenitra et remporté par le Maroc (3-1). L'équipe algérienne dirigée par la sélectionneuse Radia Fertoul prépare la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 prévue au Ghana du 17 novembre au 1er décembre prochain. Les Algériennes s'étaient qualifiées pour la CAN 2018 en dominant l'Éthiopie en aller et retour (3-1, 3-2). Le tirage au sort de la CAN-2018 effectué dimanche soir à Accra a placé la sélection algérienne dans le groupe A avec le Ghana (pays hôte), le Cameroun et le Mali. Les Vertes entameront le tournoi contre le Ghana le 17 novembre avant d'affronter successivement le Cameroun le 20 et le Mali le 23. Le groupe B est composé quant à lui du Nigeria (tenant du titre), de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Kenya qui a été repêché suite à la disqualification de la Guinée équatoriale. Les deux premiers du chaque groupe se qualifient pour les demi-finales. Les trois premiers à l'issue de la CAN2018 se qualifient pour la Coupe du Monde 2019 en France.

Volleyball/ Championnat
arabe des nations
Les Algériens en
stage à Blida

■ La sélection algérienne de volley-ball a entamé à Blida son ultime stage de préparation avant le départ pour le Championnat arabe des nations 2018, prévu du 25 octobre au 4 novembre au Caire (Égypte). Le staff technique national a donné 3 jours de repos aux joueurs après leur retour du stage de Bulgarie (10-19 octobre), ponctué par plusieurs matchs amicaux. Cet ultime stage pré-compétitif s'étalera jusqu'au 24 octobre, date du départ pour la capitale égyptienne, a indiqué la Fédération algérienne de volley-ball sur son site officiel. La 21e édition du Championnat arabe verra la participation de 7 équipes, à savoir, l'Égypte (tenant), le Bahreïn, Oman, l'Irak, la Jordanie, la Palestine et l'Algérie, avec une formule de compétition en mini-championnat (une seule poule) dont le premier au classement sera sacré champion. Au Caire, l'Algérie fera son entrée en lice face à l'Irak, avant de défier l'Égypte tenante du titre et le Bahreïn lors des 2e et 3e journées de compétition. Après une journée de repos, les volleyeurs algériens enchaîneront face à la Jordanie, puis Oman, avant de conclure face à la Palestine.



Scandaleuses ! C'est le mot qui scie aux sanctions qui ont été infligées au CA Bordj Bou Arreridj après les graves incidents qui ont été signalés au stade du 20 août 55de Bordj Bou Arreridj à l'occasion du match comptant pour la 11e journée du championnat de Ligue I qui a opposé la formation locale au Mouloudia d'Alger. En effet, la commission de discipline de la Ligue de football professionnel a infligé quatre matchs à huis clos au CABBA dont deux à l'extérieur, ce qui est vraiment très peu pour un club récidiviste, avec les incidents qui ont été déjà signalés lors de ces deux matchs précédents face à l'ASAM et le NAHD. Des joueurs ont été tabassés à mort, à l'image des défenseurs Arous et Azzi

et un autre a été poignardé, à savoir, Hachoud et les images vidéo sont disponibles sur la toile, mais la commission a été, malgré cela, très clément avec le club local qui écope d'une sanction très légère par rapport aux faits graves qui se sont déroulés dans ce stade. Pis, le principal instigateur, le gardien du CABBA, Fawzi Chaouchi, n'a été suspendu que pour 3 matchs seulement alors que tout le monde s'attendait à ce qu'il soit radié à vie, étant donné qu'il est multirécidiviste, et s'était «illustré» par le passé par d'autres faits graves alors qu'il portait les couleurs du MCA et de l'ESS. Le portier du MCA, Farid Chaâl, dont le seul tort a été de fêter la victoire avec ses supporters, a écopé de la même sanction que Chaouchi,

alors que ce dernier est pour beaucoup dans l'éclatement de cette déferlante de haine au stade du 20 août d'El Bordj. Ces sanctions ne sont pas faites pour apaiser la situation, alors que le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab avait pourtant été clair et avait demandé à ce que les instances dirigeantes du football national soient sans pitié et appliquent la loi comme il se doit pour éviter que ce genre de situation ne se répète à l'avenir.

Imad M.

Galatasaray

Feghouli forfait face à Schalke 04

■ Le milieu offensif international algérien de Galatasaray Sofiane Feghouli, blessé au dos, a déclaré forfait pour la réception des Allemands de Schalke 04 mercredi (20h00) dans le cadre de la 3e journée (Gr.D) de la Ligue des champions d'Europe de football, rapportent les médias locaux. Le joueur, sorti sur blessure vendredi à domicile face à Bursaspor (1-1), en ouverture de la 9e journée du championnat turc, souffre d'une tension musculaire modérée dans le haut du dos, selon le site officiel du club.

Feghouli (28 ans) s'est blessé alors qu'il commençait à avoir plus de temps de jeu sous la conduite de l'entraîneur Fatih Terim. Arrivé en 2017 à Galatasaray en provenance de West Ham (Angleterre) pour un contrat de cinq ans, Feghouli a réussi à s'adjuger le titre de champion pour sa première saison avec le club stambouliote. Feghouli (48 sélections, 11 buts) a été rappelé en équipe nationale avec l'arrivée à la barre technique de Djamel Belmadi.

USM Bel-Abbes

Une subvention
de plus de 50 millions
accordée au club

■ Une subvention de plus de 50 millions DA sera allouée prochainement à l'USM Bel-Abbes, club évoluant en ligue 1 de football Mobilis, pour améliorer sa situation financière et lui permettre de recruter un nouvel entraîneur, a-t-on appris lundi du wali, Ahmed Abdelhafid Saci en marge de la célébration de la journée nationale de la presse. Suite à une réunion tenue la semaine dernière avec les dirigeants de l'équipe, il a été décidé de lui accorder une subvention pour donner un nouveau souffle à l'USMBA lui permettant d'aborder sereinement le championnat, a-t-il fait savoir. Le même responsable a annoncé que la wilaya consacra en collaboration avec l'APW, un montant de 30 millions DA au titre du budget primitif 2019 et 20 millions DA du budget supplémentaire de l'exercice 2018. La première tranche de 20 millions DA sera débouquée au mois de novembre prochain et l'autre de 30 millions DA au début 2019, a-t-il précisé, ajoutant qu'une autre aide sera consacrée en collaboration avec l'APW au titre du budget supplémentaire de 2019. En plus de ces subventions octroyées par la wilaya et l'APC, des entreprises actives au niveau de la wilaya de Sidi Bel-Abbes seront sollicitées pour contribuer au financement de l'équipe de la Mekkera. Par ailleurs, le wali a exhorté les dirigeants du club à trouver une issue à la crise et à recruter un entraîneur. L'USMBA occupe la 15e place au classement de la ligue 1 professionnelle Mobilis avec 7 points à l'issue de 11 journées du championnat.

Anis Benhammedi, président du CABBA

"Ce qui a été rapporté par les médias est une amplification"

■ Le président du CA Bordj Bou Arreridj (ligue 1 Mobilis de football) s'est lundi désolé «de l'exagération et de l'amplification des faits» survenus après le match perdu par son équipe face MC Alger (0-1) samedi dernier au stade de 20 août pour le compte de la 11e journée du championnat. Dans une conférence de presse animée au stade 20 août 55, Anis Benhammedi a estimé que «ce qui a été rapporté par certains médias privés et sur les réseaux sociaux constitue une amplification». «En tant qu'administration du club, nous regrettons ce qui s'est passé après le match retransmis par la télévision et marqué durant ses 95 minutes par un grand fair-play et une bonne organisation», a-t-il indiqué assurant qu'«aucun des joueurs du club adverse n'a été

touché malgré l'envahissement du terrain par certains supporters provoqués par les joueurs de l'adversaire». «En vérité, certains joueurs du MCA se sont dirigés après le match vers leurs supporters et provoqué ceux du CABBA qui ont envahi le terrain», a-t-il ajouté affirmant que le joueur Hachoud en tentant de gravir la clôture aiguisée séparant le terrain des gradins s'est blessé à la main et n'a point été agressé par couteau ou tout autre chose». «Nous avons autorisé l'ouverture des portes du stade aux supporters de l'équipe visiteuse n'ayant pas de tickets pour leur permettre de soutenir leur club par sens de l'hospitalité et par fair-play», a-t-il ajouté affirmant que l'administration du CABBA a présenté un rapport détaillé sur le match à la ligue nationale de

football et espérant que les responsables de ces événements seront sévèrement sanctionnés. Pour rappel, le chef du service des urgences de l'hôpital Lakhdar Bouzidi de Bordj Bou Arreridj avait indiqué dimanche que son service avait admis 131 personnes dont 55 policiers atteints de blessures légères ayant tous quitté l'établissement après avoir été pris en charge. Aucune blessure dangereuse n'a été enregistrée parmi les joueurs ni les staffs techniques des deux équipes, selon le responsable de la cellule d'information de la sûreté de wilaya qui a assuré qu'aucun joueur n'a été évacué vers l'hôpital et l'autocar de l'équipe visiteuse transportant joueurs et accompagnateurs a quitté le stade sans incident.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Pétrole

Riyad prêt à augmenter sa production et sa capacité de réserve

Le ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh a déclaré mardi que son pays, chef de file de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), augmenterait sa production de brut et sa capacité de réserve pour contribuer à maintenir un équilibre sur le marché mondial.

S'exprimant lors d'un forum international sur l'investissement à Ryad, M. Faleh a également déclaré que l'Opep et les producteurs non membres de l'organisation devraient signer en décembre un accord «à durée indéterminée» pour poursuivre leur coopération sur les marchés énergétiques.

«Je n'exclus pas que la production du royaume, qui a été de 9-10 (millions de barils par jour) au cours de la dernière décennie, sera supérieure d'un à deux millions de barils», a dit M. Faleh, sans donner de dates.

L'Arabie saoudite a déjà porté sa production quotidienne à plus de 10,5 millions de barils par jour pour répondre à la demande croissante à la suite de perturbations dans la production dans d'autres pays.

Le royaume possède actuellement une capacité de réserve d'environ deux millions de barils par jour qui peuvent être utilisés en cas de besoin.

M. Faleh s'exprimait au forum Future Investment Initiative.

Le ministre saoudien a dit s'attendre à ce que la demande de pétrole, qui s'élève actuellement à environ 100 millions de barils par jour, atteigne 120 millions de barils par jour au cours des trois prochaines décennies.

M. Faleh a déclaré qu'environ 25 pays producteurs de l'Opep et non membres de l'Organisation devraient signer en décembre un accord de coopération à long terme après le succès de leur coordination jusqu'ici qui a contribué à faire remonter les prix. «Ce que nous espérons faire, c'est signer un accord entre au moins les 25 (producteurs) signataires de l'entente actuelle. Espérons que d'autres pays (nous) rejoindront», a-t-il dit. «Il s'agira d'un accord à durée indéterminée pour continuer à surveiller et à travailler ensemble pour stabiliser les marchés. C'est l'objectif de l'accord: surveiller et stabiliser», a-t-il déclaré. M. Faleh a estimé que le marché pétrolier était «en bonne position aujourd'hui en termes d'équilibre entre l'offre et la demande et de stocks» après la levée des restrictions sur la production en juin. En novembre 2016, les producteurs membres et non membres de l'Opep, y compris le premier producteur mondial, la Russie, se sont mis d'accord pour réduire leur production afin de faire face à d'énormes stocks qui avaient provoqué une chute des prix. Depuis cet accord, les prix du pétrole ont plus que doublé et se situent actuellement à un peu moins de 80 dollars le baril. M. Faleh a déclaré que les producteurs de pétrole continueraient à surveiller l'offre et la demande sur le marché, en particulier à l'approche de nouvelles sanctions contre l'Iran début novembre, avec l'intention d'agir si nécessaire.

Ghani I.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

FRUITS ET LEGUMES C'EST A NOUVEAU LA FLAMBÉE



ONU

L'Algérie juge «inacceptable» la désinformation dans les comptes rendus



L'ambassadeur adjoint de l'Algérie auprès de l'ONU, Mohammed Bessedik, a jugé «inacceptable» que les comptes rendus des réunions de l'ONU soient toujours caractérisés par «la partialité, la subjectivité et la désinformation», désapprouvant à ce propos la violation continue des principes de la charte des Nations unies.

«Il est inacceptable que, malgré les appels communs régulièrement exprimés à cette auguste Assemblée par les Etats membres des incohérences continuent d'être observées dans les communiqués de presse des différentes réunions de l'ONU», a déclaré M. Bessedik lors d'une réunion à l'ONU, consacrée à l'examen des questions relatives à l'information.

L'appel réitéré de l'Algérie en faveur de comptes rendus objectifs et impartiaux intervient quelques jours seulement après des dérapages commis par le service presse de l'ONU lors de la couverture des travaux de la 4^{ème} Commission de la décolonisation. Ses comptes rendus concernant le débat sur la question du Sahara occidental ont été largement biaisés, caractérisés par un contenu tendancieux digne d'une

presse partisane.

Western Sahara represented by Shadow Republic (Le Sahara occidental est représenté par une République fantôme), a été le titre donné par le service de l'actualité et des contenus de l'ONU au compte rendu de la 6^{ème} séance de la Commission, diffusé le 12 octobre dernier.

Il va sans dire que ce service n'est pas à ses premiers impairs puisque l'année dernière, il a été au coeur d'une «grave affaire de manipulation» pour avoir dénaturé les propos d'intervenants aux travaux de la 4^{ème} Commission.

A ce titre, le représentant de l'Algérie a soutenu que «les titres des communiqués de presse» de plusieurs commissions de l'ONU sont «caractérisés par la partialité, la subjectivité et la désinformation». «Nous désapprouvons ces violations continues des principes consacrés dans la Charte des Nations unies et dans d'autres résolutions et décisions pertinentes de l'ONU», s'est indigné le diplomate algérien, en demandant au secrétaire général adjoint de veiller au strict respect de ces principes afin d'éviter que ce genre de situations ne se reproduisent.

«Nous demandons également que ceux qui rédigent

les communiqués de presse s'abstiennent d'introduire leurs propres commentaires et de se limiter à refléter fidèlement les débats», a réitéré M. Bessedik.

L'ambassadeur adjoint a tenu à préciser qu'il ne s'agit d'une question d'erreurs comme l'a mentionné le représentant du secrétariat car, a-t-il estimé, «les erreurs doivent être corrigées immédiatement et non pas constamment répétées».

Se félicitant de l'engagement pris par le secrétaire général adjoint de remédier à cette situation, le représentant de l'Algérie a affirmé que «ce problème concerne l'action du système des Nations unies et sa crédibilité».

L'ONU, avait promis en 2017 d'examiner la question de près après les dérapages qui ont entaché la crédibilité de cet organe d'information relevant d'une institution multilatérale. L'organe est allé jusqu'à attribuer une fausse déclaration au défunt Ahmed Boukhari, alors représentant sahraoui à l'ONU, dans laquelle le représentant sahraoui aurait soi-disant «accusé le Front Polisario de «corruption». L'ONU a dû ensuite retirer le compte rendu initial du service de l'actualité et des contenus, et s'excuser de ce grave impair.

Rachid A.

ACTU...

Prix du Président de la République du journaliste professionnel

Douze lauréats primés

Le prix du Président de la République du journaliste professionnel a été attribué, dans sa 4^{ème} édition, lundi soir à Alger, à 12 lauréats, exerçant dans différentes catégories de médias, sélectionnés parmi 286 dossiers recueillis.

Placé cette année sous le thème Vivre ensemble en paix», le prix institué le 3 mai 2015 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de la Journée internationale de la presse, a été remis aux candidats retenus en présence, notamment du ministre de la Communication, Djamel Kaouane, de l'ancien ministre des Affaires étrangères et diplomate, Lakhdar Brahimi, de membres du gouvernement, de hauts responsables de l'Etat, de directeurs de presse ainsi que de nombreux journalistes.

R. N.

Accidents de la route

30 morts en une semaine

Trente personnes ont trouvé la mort et 1 015 autres ont été blessées dans 930 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 14 au 20 octobre au niveau national, selon un bilan hebdomadaire de la Protection civile rendu public hier.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Aïn Defla avec deux morts et 50 autres blessés suite à 38 accidents de la route, note la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 791 interventions pour l'extinction de 547 incendies urbains, industriels et autres.

Bilal L.

Dans plusieurs régions du pays

Interpellations et saisies de substances prohibées

Des individus suspects ont été interpellés dans plusieurs régions du pays par des brigades de la Gendarmerie nationale qui ont également saisi des quantités de substances prohibées, indique hier un communiqué du commandement de ce corps de sécurité.

Ainsi, dans la wilaya de Sidi Bel Abbès et, lors d'un point de contrôle dressé sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Sidi Ali Benyoub, les gendarmes du peloton de sécurité routière de Aïn El Berd ont interpellé trois individus en possession de 3 kg de kif traité.

Dans la wilaya de Boumerdès, et agissant sur renseignements, les gendarmes des brigades de la compagnie territoriale de Dellys ont, lors d'un service de police de la route sur la RN25, reliant Boumerdès à Tizi Ouzou, interpellé un individu à bord d'un véhicule en possession de 1 kg de kif traité.

En outre, agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de Tiberguent, dans la wilaya de Mila, ont interpellé un individu en possession de 38 comprimés de psychotropes.

Poursuivant les investigations et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes enquêteurs ont saisi dans son domicile, 26 autres comprimés de psychotropes et un sabre.

R. N.